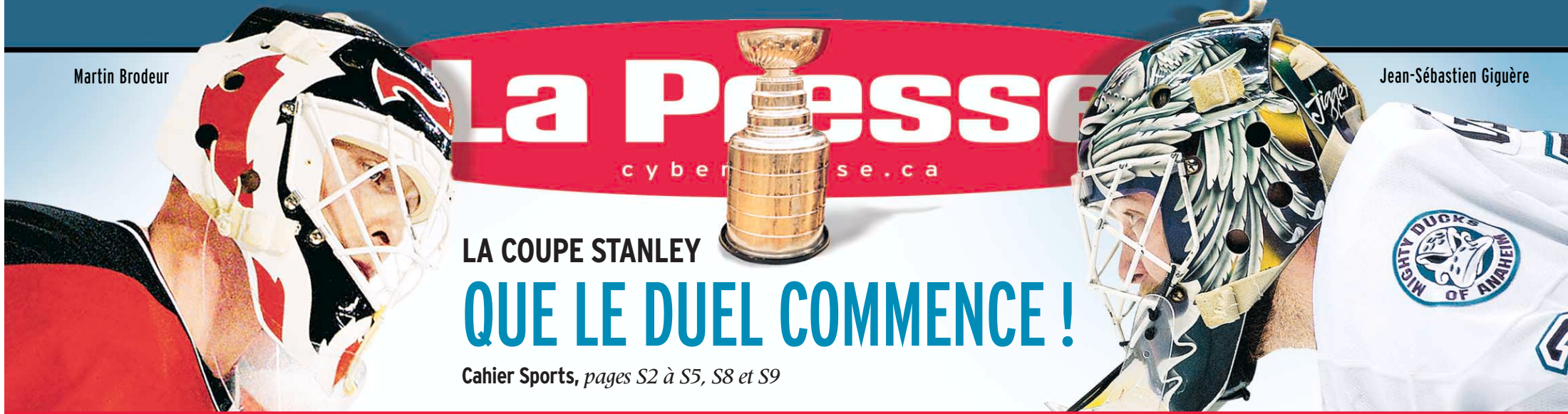


Pierre Foglia > Cette vieille soupe... page A5



MONTRÉAL | MARDI 27 MAI 2003 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 119<sup>e</sup> ANNÉE > NO 213 > 68 PAGES > 6 CAHIERS | 65 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > GATINEAU-OTTAWA > 70¢ | FLORIDE 1,75 \$ U.S.



Photo ALAIN ROBERGE, La Presse

Des cols bleus ont érigé hier matin des barricades formées de pots de fleurs et d'arbres – qui étaient destinés à l'aménagement paysager des terrains municipaux – afin d'empêcher la circulation automobile et l'accès au garage municipal de l'arrondissement Outremont. Comme en témoigne notre photo, certains syndiqués s'affairaient hier après-midi à tout ranger.

## Tactiques exaspérantes

Les moyens de pression de cols bleus irritent citoyens et sous-traitants

SOPHIE ALLARD

CONNUS pour ne pas faire dans la dentelle, les cols bleus de la Ville de Montréal poursuivent leurs moyens de pression et multiplient les actes d'intimidation, causant l'exaspération des sous-traitants et des citoyens.

C'est du moins ce qu'ont avancé hier des représentants de différents arrondissements montréalais, alors le Conseil des services essentiels entendait en audience

publique la preuve de la Ville de Montréal sur les moyens de pression exercés par les cols bleus. Demain, le syndicat des cols bleus procédera au contre-interrogatoire des témoins de la Ville et à la présentation de sa preuve.

En raison des moyens de pression exercés par les cols bleus depuis le début mai, plusieurs travaux habituellement effectués par les sous-traitants sont mis sur la glace : tonte de gazon, réfection des trottoirs et des rues, signalisation peinte sur

la chaussée, nettoyage des réseaux d'aqueduc, etc. Des services essentiels, estime la Ville.

Hier matin, dans l'arrondissement Outremont, les cols bleus ont érigé des barricades de pots de fleurs et d'arbres afin d'empêcher la circulation automobile et l'accès au garage municipal, où se trouve notamment l'Éco-centre. « Nous

Voir TACTIQUES en A2

| GARDERIES À 5\$ |

# Québec stoppe le réseau

MARIO CLOUTIER et ANDRÉ DUCHESNE

Le gouvernement Charest ne continuera pas de développer le réseau des garderies à 5 \$ comme prévoyait le faire son prédécesseur, a appris La Presse.

Afin de réaliser des compressions budgétaires pouvant atteindre 300 millions de dollars, le ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille a stoppé tous les projets de centres de la petite enfance (CPE) approuvés par l'ancien gouvernement péquiste, mais n'ayant pas franchi l'étape de l'achat d'un terrain ou d'une bâtisse pour leur réalisation. La mesure touche plus particulièrement des dizaines de projets dans la grande région de Montréal.

Au cours des derniers jours, tous les responsables des CPE concernés ont reçu un appel du Ministère leur signalant de mettre un holà à leurs démarches jusqu'au discours du budget du nouveau ministre des Finances, Yves Séguin, le 12 juin.

Dans le réseau des CPE, la nouvelle a eu l'effet d'un séisme, d'autant plus qu'elle est tombée au moment où débutait la Semaine des services de garde au Québec. « Si cette histoire s'avère exacte, c'est la famille québécoise qui sera pénalisée. De deux choses l'une : soit que des gens devront payer plus cher pour avoir une

Voir GARDERIES en A2

## Les artères de Montréal

La Presse poursuit aujourd'hui sa série de reportages sur les grandes artères commerciales de Montréal. Aujourd'hui : l'histoire de l'avenue du Mont-Royal, une rue qui a connu un fulgurant regain de vie au cours des dernières années. Mais qui risque d'être victime de son succès.

Voir nos informations en B1

## Pas de référendums sur les défusions avant 2004

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Il ne saurait y avoir de référendums sur les défusions municipales avant 2004, selon le projet de loi-cadre que compte déposer dès la première semaine de juin le ministre des Affaires municipales, Jean-Marc Fournier.

Des sources fiables ont confirmé à La Presse hier que M. Fournier allait soumettre demain au Conseil des ministres le mémoire contenant les grandes lignes de son projet de

loi. La proposition municipale est déjà à l'ordre du jour du caucus des députés qui doit avoir lieu le lendemain, a-t-on confirmé.

Les grands principes du projet de loi n'ont pas changé d'un iota, depuis l'ébauche du début mai dont La Presse avait publié le contenu. Il faudra que 10 % des électeurs ayant droit de vote signent les registres des municipalités pour réclamer un référendum. Des sources municipales indiquent que les intentions de Québec étaient arrêtées

depuis un bon moment déjà et que les dernières semaines n'ont pas fait apparaître de changement de cap.

Et surtout, pour qu'une consultation populaire soit reconnue, plus de 50 % des citoyens ayant droit de vote devront s'être rendus aux urnes. La majorité pour un tel exercice reste de 50 % plus une voix. Le projet circule depuis la semaine dernière dans les centres de décisions à Québec, aux Finances et au Conseil du Trésor, par exemple.

En coulisses au sein du PLQ, circule depuis longtemps un document de réflexion sur le taux de participation aux différentes élections municipales dans l'île de Montréal. Bien des scrutins ont attiré moins de 50 % des électeurs, constate-t-on, conscient toutefois qu'un enjeu comme les défusions pourrait inciter les gens de certaines villes à se rendre aux urnes.

Voir DÉFUSIONS en A2

MON CLIN D'OEIL | STÉPHANE LAPORTE | Touxronto.

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Bandes dessinées	E8	Le monde	A10, A11
Bridge	E5	Loteries	A2, C5
Décès	E7	Mots croisés	E8, S12
Étes-vous observateur		Mot mystère	E8
	E2	Petites annonces	
Feuilleton	E8	- immobilier	E2, E4
Forum	A12, A13	- marchandises	E4
Horaire spectacles	C4	- emplois	E4
Horaire télévision	C2	- automobile	E4-E6
Horoscope	E4	- affaires	D2

MÉTÉO Voir page S16  
Averes en après-midi  
Maximum 20, minimum 12



6 21924 98765 1

## Air Canada obtient d'importantes concessions des TCA

HÉLÈNE BARIL

À QUELQUES heures du délai fixé par la cour, le syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile représentant les 7000 employés au sol d'Air Canada a accepté hier plusieurs concessions, dont celle de sacrifier 827 emplois, qui permettront à leur employeur d'économiser 150 millions par année.

Avec les concessions acceptées ce week-end par les pilotes et les répartiteurs de sa filiale régionale Jazz, Air Canada a maintenant obtenu le quart des économies annuelles qu'elle juge indispensables à sa survie, soit 210 millions sur un total de 770 millions de dollars.

Tôt hier matin, les représentants syndicaux des 7000 vendeurs et préposés à la clientèle d'Air Canada ont conclu une entente de principe qui prévoit la suppression de 427 postes immédiatement et de 400 autres d'ici la fin de l'année, avec la possibilité

d'une autre réduction d'effectif équivalente l'an prochain. Le nombre de licenciements pourrait toutefois être diminué par 160 départs prévus à la retraite.

L'entente, qui doit être mise au vote dans les prochains jours, prévoit aussi des réductions salariales de 10 % pour tous les employés pendant les mois de juin et juillet et l'abandon d'une semaine de vacances, deux congés fériés et six congés de maladie. Les syndiqués ont aussi renoncé à leurs primes d'ancienneté (8 \$ par semaine après 15 ans et 25 \$ par semaine après 25 ans) et à leurs primes pour horaires brisés, et ils ont accordé davantage de flexibilité à l'employeur pour établir les horaires de travail.

Ces douloureuses concessions ne seront pas faciles à avaler, a commenté hier Claudette Miller, la représentante des TCA au Québec. « Nous sommes ceux qui prennent le plus gros coup et ça fait mal à tout le

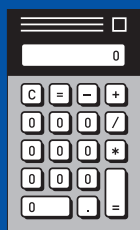
Voir AIR CANADA en A2



Photo PC  
Calin Rovinescu, vice-président d'Air Canada responsable de la restructuration, écoute le président des TCA, Buzz Hargrove, lors de la conférence de presse conjointe à laquelle ils ont participé hier à Toronto.

Solutions PME

Calculez-le comme vous voulez.



Internet Haute Vitesse d'affaires 0 \$/30 JOURS  
Et après, c'est moins de 2 \$ par jour.

310-2PME

0 \$/30 JOURS



Et bien simple.

Certaines conditions s'appliquent. Disponible là où la technologie le permet. Offre sujette à changement sans préavis. Taxes en sus. L'offre prend fin le 31 août 2003. Appelez pour tous les détails.

## DEMAIN DANS LA PRESSE



## Finale de la Ligue des Champions

Le soccer européen vivra l'équivalent d'un septième match de la Coupe Stanley, demain, alors que la ville de Manchester accueillera l'ultime match de la Ligue des Champions qui oppose cette année deux clubs italiens, la Juventus de Turin et l'AC Milan. À quelques heures de la finale, notre correspondant Jean-François Bégin et notre expert Jean Gounelle font le point sur cette grande rencontre.

À lire demain dans le cahier Sports

## AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



Yolande Geadah vous parle de son livre *La*

*Prostitution : un métier comme les autres ?*

à 12 h 30  
cyberpresse.ca/clavardage

Suivez la finale de la Coupe Stanley à partir de 20 h  
cyberpresse.ca/lnh

Retrouvez tous les résultats de Roland-Garros en direct  
cyberpresse.ca/rolandgarros

## POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca,  
7, rue Saint-Jacques, Montréal (OC) H2Y 1K9

TÉLÉPHONE

RÉDACTION  
redaction@lapresse.ca (514) 285-7070

ABONNEMENT  
(514) 285-6911  
1-800-361-7453

PETITES ANNONCES  
petitesannonces@lapresse.ca 1-866-987-8363

DÉCÈS ET REMERCIEMENTS  
deces@lapresse.ca (514) 285-6816

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. Envois de publication canadienne Contrat de vente numéro 0531650. Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518

## LOTÉRIES

LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres : 1-1-3 > À quatre chiffres : 2-1-1-1

## SUITES DE LA UNE

## GARDERIES

Suite de la page A1

place, soit qu'ils devront carrément y renoncer. C'est très inquiétant », indique la présidente de l'Association québécoise des CPE », Francine Lessard.

Le gouvernement péquiste avait annoncé la mise en place des garderies à 5 \$ en 1997 et visait la création de 200 000 places, ce qui, disait-on, permettrait de combler l'ensemble des besoins. Depuis, environ 163 500 places ont effectivement été créées. Des quelque 36 500 encore à venir, la plupart devaient être trouvées en milieu familial. Mais devant les difficultés éprouvées, le gouvernement Landry avait prévu transférer une partie de celles-ci, environ 5000, en CPE. Ce sont ces projets qui sont stoppés par les libéraux.

En entrevue à *La Presse*, le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, Claude Béchar, a indiqué qu'il doit créer des « places en garderie rapidement ». Il soutient qu'il n'est pas question d'abolir les CPE, mais il rappelle que son parti favorise l'idée de faire davantage appel aux garderies privées tout en « considérant la subvention gouvernementale comme un avantage imposable pour les familles mieux nanties ».

Les libéraux auraient l'option de faire grimper le coût quotidien des services de 5 \$ à 7 \$ pour tous les parents, mais ils préfèrent clairement diminuer les coûts d'immobilisation des projets.

Parmi les projets en sursis, on trouve celui du CPE Rosamie, à Laval. Depuis un an, la directrice, Lynn Germain, a multiplié les démarches pour ouvrir un second centre pour le bénéfice d'une soixantaine de nouveaux enfants. Elle a obtenu un terrain de la ville de Laval, elle a entrepris plusieurs autres démarches.

Tout cela, jusqu'à ce qu'un appel du ministère lui indique de freiner ses ardeurs. « Comment expliquer à mes 750 parents présentement inscrits sur ma liste d'attente que je n'aurai pas de places supplémentaires pour leurs bouts-de-choux », s'inquiète-t-elle.

En Montérégie, la directrice gé-

nérale de l'association régionale des CPE, Claudette Pitre-Martin, rappelle que les projets en péril avaient fait l'objet d'une lettre d'acceptation signée par l'ancienne ministre de l'Enfance, Linda Goupil. « Chez nous, ça concerne une dizaine de CPE. Certains avaient déposé des offres d'achat sur des terrains et engagé d'autres négociations », mentionne-t-elle en qualifiant la situation de dramatique.

## Aide sociale

Par ailleurs, pour compléter des compressions pouvant atteindre 8 % à son ministère, Claude Béchar étudie quelques scénarios touchant les bénéficiaires de l'aide sociale. Mais en aucun cas, a-t-il déclaré hier, son gouvernement s'attaquera aux besoins essentiels des moins nantis.

« On ne laissera pas tomber les plus démunis, oubliez ça. Il n'est pas question de mettre personne dans la rue demain matin », a fait M. Béchar, catégorique.

« On a déjà dit assez clairement, dans le contexte de la Loi sur la pauvreté, que nous étions favorables à l'indexation, d'ajouter le premier ministre Jean Charest. Nous allons protéger les services directs aux citoyens. Nous avons appuyé la loi contre la pauvreté », a-t-il rap-

pelé. Les libéraux comptent présenter à l'automne seulement leur plan de lutte découlant de cette loi. Refusant de commenter les scénarios à l'étude, le ministre s'est contenté de dire qu'il compte mettre l'accent sur la « valorisation du travail et l'effort ». Selon les informations recueillies par *La Presse*, cela pourrait signifier des pénalités allant jusqu'à 150 \$ par mois, sur une prestation de base de 523 \$, pour les bénéficiaires de l'aide sociale qui refusent un emploi.

La présidente du Conseil du Trésor, Monique Jérôme-Forget, n'a rien voulu confirmer ou infirmer non plus. « Il est clair que je vais faire tout ce qui est humainement possible pour protéger les assistés sociaux qui vivent avec des sommes dérisoires », a-t-elle dit.

demandons aux entrepreneurs de revenir malgré les menaces, mais plusieurs reprennent le boulot et quittent quelques heures plus tard devant de nouvelles intimidations », dit Yves Mailhot, directeur des travaux publics de l'arrondissement Outremont.

Si ces actes sont surtout agaçants, ils pourraient aussi être lourds de conséquences. Plusieurs intervenants appelés à témoigner hier ont dit craindre que la sécurité des citoyens ne soit compromise par les moyens de pression des cols bleus. « Lorsque les trottoirs sont fissurés, les passants ont beaucoup plus de risques de se blesser, en particulier les personnes âgées », a dit Carl Mainville, directeur des travaux publics de l'arrondissement Dorval et L'Île-Dorval.

« Aucune ligne de signalisation n'a été peinte sur la piste cyclable, ni aux endroits où il y a des traverses piétonnières près des écoles. Ça augmente les risques d'accident et c'est assez pour inquiéter les parents », a dit hier Patrice Boileau, directeur de l'arrondissement Beausfield.

Comme les cols bleus ont été incités à ne pas utiliser les communications radio, les activités de toutes sortes — remplacement de feux de circulation et enlèvement des débris sur la chaussée lors d'un accident — peuvent être ralenties.

« S'il y a une urgence, ce sera la catastrophe », dit Roger Benamou, chef de division à l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville, qui signale que plusieurs travaux de chaussée sont arrêtés depuis jeudi dernier. Heureusement, rien de grave n'est encore arrivé. Nous croisons les doigts. »

Si la Ville est excédée par la soudaine lenteur des travaux et les actes de vandalisme — batteries de véhicules mises à plat, pneus crevés, autocollants, etc. —, ce sont surtout les sous-traitants qui écopent. « Certains ne reviendront pas, ils ne veulent pas être mêlés à ce conflit de travail », a dit Jean-Pierre Frappier, de l'arrondissement Hochelaga-Maisonneuve. Même la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante s'en mêle.

« Il faut intervenir et dénoncer l'intimidation qui touche ces petits entrepreneurs qui ont signé des contrats en bonne et due forme, a dit à *La Presse*, Richard Fahey, vice-président Québec de la FCEI. C'est leur pain et leur beurre. Nous demandons aux syndiqués de les laisser travailler et de s'asseoir afin de trouver une solution. »

Certains citoyens, qui en ont assez de voir leur quartier déprécier, ont décidé d'agir et de s'improviser... cols bleus. Dans l'arrondissement Pointe-Claire, des résidents

de la rue Forest Gardens, où le gazon d'un vaste terrain municipal atteignait ce week-end près de 30 centimètres, ont sorti dimanche leurs tondeuses pour couper tout ce gazon.

De leur côté, les cols bleus disent être eux-mêmes victimes d'intimidation de la part de l'employeur, en raison de l'augmentation de la sous-traitance et des difficultés que pose l'harmonisation des conventions collectives. « Oui, il y a des écarts de certains membres », a néanmoins dit Michel Fontaine, porte-parole du syndicat des cols bleus regroupés.

Le chef de l'opposition, Martin Lemay, estime pour sa part que des avis disciplinaires devraient être émis contre les cols bleus qui intimident les sous-traitants. « Des pénalités sont prévues aux conventions collectives. Elles doivent être appliquées », a-t-il dit hier en marge du conseil municipal.

Il a par ailleurs dévoilé une note de service interne de la Ville de Montréal qui demandait aux contremaîtres, la semaine dernière, de ne pas discipliner les employés qui portent un masque en guise de moyen de pression. « Il faut envoyer un message clair. Les cols bleus peuvent manifester leur mécontentement, mais en respectant les conventions collectives. »

Avec la collaboration de François Cardinal

## TACTIQUES

Suite de la page A1

## DÉFUSIONS

Suite de la page A1

Les informations publiées par *La Presse* il y a deux semaines avaient rendu furieux les ténors de la sécession du Grand Montréal, en particulier Peter Trent, l'ancien maire de Westmount.

Déposé au début de la session — le ministre Fournier vise le 5 ou le 6 juin —, le projet de loi-cadre sera accompagné d'une autre mesure législative, une loi omnibus en matière municipale comprenant une foule d'amendements techniques à la loi des villes. Pas question toutefois de revenir avec le projet de taxe sur le stationnement, mis de côté in extremis l'an dernier par André Boisclair, le prédécesseur de M. Fournier.

Dès le début de la session, toute l'attention sera braquée sur le projet de loi sur les défusions, car tout indique que le ministère des Finances ne parviendra pas à déposer son budget le 12 juin, la date visée jusqu'ici, et on parle désormais de la semaine suivante, le 17 ou le 19 juin.

Déposé en juin, le projet de loi controversé ne saurait être adopté

avant la fin 2003, prévoit-on déjà à Québec. Ces mêmes sources indiquent que les référendums sur les défusions, s'ils devaient avoir lieu, ne sauraient survenir avant l'automne 2004.

Le projet de loi devra être ajusté cet automne à partir des modèles d'organisation qu'auront déposés les municipalités fusionnées. Et il n'est pas question de permettre deux séries de référendums, dont la première permettrait aux citoyens d'adhérer aux nouvelles villes. Il s'agissait de spéculations apparues depuis que le ministre Fournier a parlé « d'adhésion » aux nouvelles villes.

Au sein du gouvernement, au Conseil du Trésor notamment, on s'interroge sur les mécanismes créés par le contrat de ville conclu à la fin de 2002 entre le gouvernement Landry et l'administration Tremblay.

Au cabinet de Jean-Marc Fournier, toutefois, l'attaché de presse Stéphane Gosselin précise qu'il n'est pas question pour Québec de sabrer dans les 240 millions convenus pour l'achat de l'île Notre-

Dame par Québec. Des modalités sont discutées, mais les montants convenus ne font pas partie des modalités.

M. Fournier a aussi tenu des perches auprès des milieux intéressés touchant des amendements aux règles sur les programmes d'aide au logement administrés par la Société d'habitation du Québec. Depuis longtemps Montréal fait pression pour que Québec reconnaisse les demandes des gens vivant seuls. Jusqu'ici, seules les familles peuvent recevoir des subventions. Or, près de la moitié des demandes reçues à Montréal viennent de gens qui habitent seuls.

Par ailleurs, le Conseil des ministres de demain sera l'occasion d'un autre jeu de chaises musicales des sous-ministres. Aux Affaires municipales, Denis Jean sera confirmé comme le souhaitait Jean-Marc Fournier. On ajoutera au Sport, l'autre chapeau de Jean-Marc Fournier, François Turenne, depuis longtemps un ami d'André Dicaire, le premier fonctionnaire. M. Turenne avait vu son poste de sous-ministre à la Famille aboli il y a deux semaines.

## AIR CANADA

Suite de la page A1

monde », a-t-elle dit.

L'entente prévoit que le régime de retraite des employés restera intact, ce à quoi les syndiqués tenaient beaucoup. Toutefois, la représentante syndicale estime qu'il y a encore plusieurs points à éclaircir au sujet du régime de retraite. « Ça reste inchangé pour les retraités et ceux qui sont sur le point de partir, mais pour les autres, ce n'est pas clair », a souligné Claudette Miller.

Les préposés aux ventes et au service à la clientèle sont les premiers syndiqués d'Air Canada à accepter les sacrifices exigés par leur employeur depuis qu'il a demandé la protection de la loi sur les arrangements avec les créanciers pour avoir le temps de restructurer ses activités. Les négociations se poursuivent avec le syndicat des pilotes, ceux des agents de bord (6700 membres), des machinistes (11 000 membres) et des régulateurs de vol (une centaine de membres).

Le juge nommé pour aider à la restructuration des frais de main-d'oeuvre d'Air Canada, Warren Winkler, a donné au transporteur et à ses employés jusqu'à ce soir,

17 heures, pour arriver à s'entendre. Bien que les discussions se poursuivent avec les autres syndicats, il semblait bien peu probable hier que ce délai puisse être respecté.

Air Canada n'a pas voulu dire si une extension du délai pourrait être demandée au juge Winkler ou si ce dernier n'aura d'autre choix que d'imposer une entente aux autres employés. « Tout ce que je peux dire, c'est que nous nous présenterons devant le juge demain (aujourd'hui) à 5 heures », a indiqué Isabelle Arthur, porte-parole du transporteur.

Dans un communiqué, le président d'Air Canada, Robert Milton, a félicité les représentants des TCA pour « avoir agi avec détermination dans des circonstances pénibles ».

À Toronto, lors d'une conférence de presse conjointe avec Calin Rovinescu, vice-président d'Air Canada responsable de la restructuration, le président des TCA, Buzz Hargrove, a souligné que l'entente préserve les salaires négociés dans le contrat de travail, le régime de retraite et l'assurance-santé des employés. « Nous reconnaissons qu'il

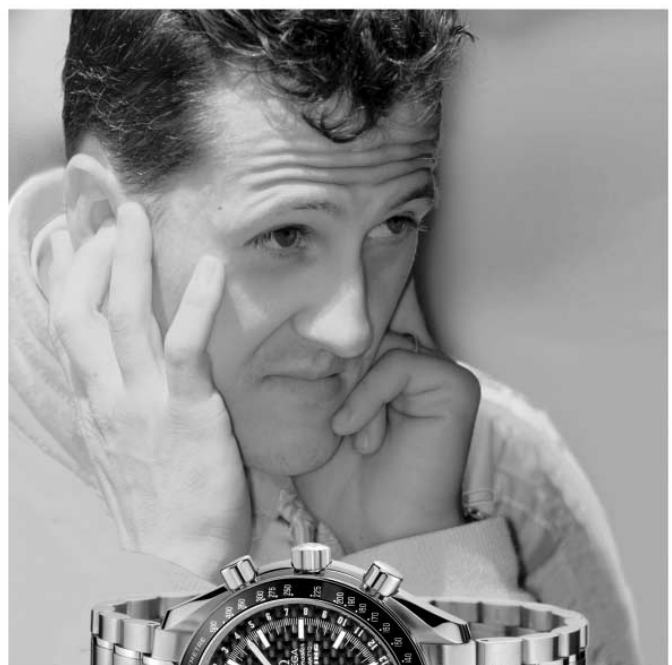
y a un besoin immédiat d'argent dans cette compagnie aérienne », a dit Buzz Hargrove, dont les propos ont été rapportés par la Presse Canadienne.

Au cours du week-end, Air Canada Jazz, la filiale régionale du transporteur, a réussi à arracher des concessions totalisant 60 millions par année à ses pilotes et à ses répartiteurs. Cette entente devrait permettre au transporteur de réduire ses coûts de main-d'oeuvre de 48 % et d'acheter entre 25 et 30 jets régionaux de 70 places pour améliorer la performance de sa flotte. Deux autres syndicats, les agents de bord et les employés au sol de Jazz, poursuivent les négociations.

Air Canada a entrepris de réduire ses coûts d'exploitation de 2,4 milliards de dollars. En plus de sabrer dans le coût de sa main-d'oeuvre, le transporteur veut également retirer 40 de ses 336 appareils en service et renégocier sa dette qui atteint 13 milliards de dollars.

Le titre d'Air Canada a baissé jusqu'à 1,57 hier à la Bourse de Toronto, avant de remonter à 1,71 \$, en baisse de 1 cent.

## LE CHOIX DE MICHAEL SCHUMACHER



## SPEEDMASTER édition limitée "Michael Schumacher"

Seul chronographe choisi par la NASA pour ses missions spatiales habitées, l'Omega Speedmaster a brillamment résisté à deux années de sévères épreuves d'homologation. Elle a régulièrement fait ses preuves depuis lors, fonctionnant parfaitement en apesanteur, atteignant même 40 000km/h dans l'espace. Rien d'étonnant que le quintuple champion du monde Michael Schumacher choisisse de porter la montre la plus rigoureusement testée de l'univers.

OMEGA

Célébrons 25 ans d'excellence

CHÂTEAU D'IVOIRE

2020, rue de la Montagne • (514) 845-4651

« Du point de vue économique, l'impact du SRAS est beaucoup plus grave que celui des attaques terroristes du 11 septembre. »

— Rod Seiling

Le président de l'Association des hôtels du Toronto métropolitain.

« Nous avons commencé à enlever les masques et « bang! » après un jour ou deux, il y a eu des cas de maladie parmi le personnel médical. »

— Dr Donald Low

Microbiologiste en chef de l'hôpital Mount Sinai.

## De nouvelles armes contre le SRAS?

d'après AP

ALORS QUE l'épidémie de pneumonie atypique continue de sévir en Asie du Sud-Est et à Toronto, les laboratoires travaillent d'arrache-pied à mettre au point de nouveaux traitements pour lutter contre le SRAS (syndrome respiratoire aigu sévère). Trois d'entre eux ont fait état, hier, d'importants progrès :

> D'abord, l'Institut Robert Koch, principal centre de recherches médicales d'Allemagne, a annoncé la mise au point d'un test permettant de détecter la présence dans l'organisme d'anticorps de la pneumonie atypique, signe d'une infection par la maladie.

Ce test sanguin, facile à mettre en oeuvre, constitue une étape « importante dans le processus d'établissement d'un diagnostic solide de la maladie et de la cause de l'infection », a déclaré le président de l'institut, Reinhard Kurth.

Les résultats du test permettront de confirmer si un patient atteint des symptômes typiques du SRAS (fièvre importante, toux, inflammation de la gorge) a été contaminé ou non par le virus.

> Ensuite, des chercheurs de Hong Kong ont annoncé avoir conçu avec l'aide de collègues chinois des vaccins contre le SRAS, dont un doit prochainement être testé sur des animaux. Yuen Kwok-yung, responsable du département de microbiologie de l'Université de Hong Kong, explique, dans un communiqué, qu'une souche active du coronavirus, la famille à laquelle appartient le SRAS, sera testée sur des animaux pour un essai de vaccin. Les résultats préliminaires seront connus d'ici six mois, mais aucun essai n'est pour l'instant prévu chez les humains, précise le communiqué.

> Enfin, après des années d'insuccès, des chercheurs américains ont réussi à mettre au point une technique médicale simple qui permet de détruire les cellules malades sans abîmer les saines. Cette technique pourrait devenir une arme efficace contre le cancer et le virus du SRAS.

Trois essais cliniques — dont les résultats sont attendus dans les prochains mois — sont en cours. Menés par des scientifiques, des analystes et la firme Genta inc., ils concernent des malades atteints de cancer.

Des espoirs sont aussi attendus du côté de Portland, dans l'Oregon, où la société AVI Biopharma inc. s'attache à promouvoir l'utilisation d'un traitement expérimental contre le virus du SRAS.

Les médicaments antisens ont pour effet de bloquer les messages génétiques qui partent de la cellule en s'attaquant à l'ARN, un des deux acides nucléiques cellulaires (l'autre étant l'ADN). Le rôle de l'ARN est de transporter les informations génétiques dictées par l'ADN.

Pour parvenir à ces résultats, les chercheurs ont mis au point des images en miroir de l'ARN messenger, vecteur de la maladie. Injectées dans l'organisme, ces images miroir permettent la liaison avec l'ARN et l'empêchent de délivrer son message. En conséquence, les protéines dangereuses ne sont plus fabriquées.

En théorie, cette technique est souple et adaptable. AVI Biopharma n'a mis que quelques jours pour la remanier et l'adapter à un coronavirus de souris, ainsi qu'au virus de la fièvre du Nil du pingouin, dans le but de s'attaquer au SRAS.

Toutefois, le Dr Cy Stein, du Collège de médecine Albert Einstein à New York, reconnu comme un pionnier de l'antisens, dit avoir besoin de données supplémentaires concernant AVI.



# TORONTO

## sur la liste noire de l'OMS

Pas encore de mise en garde contre les voyages dans la Ville reine

SOPHIE ALLARD

DEVANT la résurgence du syndrome respiratoire aigu sévère à Toronto, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) fait volte-face et remet la métropole canadienne sur la liste des zones touchées par le virus, douze jours après l'en avoir retirée.

Cette décision, annoncée hier, survient après que Santé Canada eut signalé ce week-end 26 nouveaux cas suspects et huit nouveaux cas probables de SRAS, liés à quatre hôpitaux torontois.

« Pour le moment, il n'y a pas de mise en garde contre les voyages à Toronto », indique néanmoins l'OMS, qui ne conseille donc pas d'éviter la ville.

« Les nouveaux cas signalés ne sont pas importés, a dit en conférence de presse Marc-André Beaulieu, conseiller médical principal à la direction générale de la santé de la population et de la santé publique de Santé Canada. La transmission s'est probablement faite en milieu hospitalier et non pas par les voyageurs. »

On s'attend néanmoins à une hausse de cas durant les prochains jours. À la demande des autorités sanitaires de Toronto, quelque 800 personnes (ayant fréquemment récemment les hôpitaux de Toronto) ont donc été isolées. Selon Santé Canada, aucune preuve ne permet d'affirmer qu'il existe un risque pour les personnes extérieures au milieu hospitalier. Les autorités sanitaires américaines ont cependant rétabli leur mise en garde contre des voyages à Toronto.

Jusqu'à maintenant, le SRAS a tué 27 personnes à Toronto, où le virus a resurgi la semaine dernière alors que l'on croyait l'épidémie contenue en sol canadien.

Hier après-midi, Santé Canada signalait un total de 52 cas actifs au pays : 11 probables et 41 suspects. Hors de l'Asie, le Canada est le pays le plus touché par le SRAS. À ce jour, l'OMS signale un total cumulatif de 8202 cas probables et 725 décès survenus dans 28 pays.



Photos Presse Canadienne

Avec la découverte de nouveaux cas de SRAS, l'hôpital North York de Toronto a temporairement fermé ses urgences à la population.

« Cela représente une augmentation de 96 cas probables et 29 décès depuis le plus récent rapport samedi, indique l'OMS, dans un communiqué. Les nouveaux décès ont été signalés au Canada (3), en Chine (9), à Hong Kong (5) et en Taïwan (12). »

Le 23 avril dernier, l'OMS avait recommandé aux voyageurs d'éviter Toronto, suscitant un tollé chez les travailleurs de l'industrie touristique, la communauté des affaires et les autorités sanitaires ontariennes. Le maire de la Ville reine, Mel Lastman, avait été le premier à s'insurger contre cette

mesure qui plaçait « sa ville » sur la liste noire du SRAS, portant un dur coup à son économie.

Une semaine plus tard, cette mise en garde a été retirée, mais Toronto est demeurée sur la liste des zones touchées jusqu'au 14 mai. À ce moment, aucun nouveau cas ne s'était manifesté en 20 jours, soit le double de la période d'incubation du virus. « On considère alors que la chaîne de transmission est brisée et que l'épidémie est maîtrisée », disent les experts de l'OMS.

# Poursuite de 36 millions contre Pharmascience

La RAMQ soupçonne le principal fabricant de médicaments génériques d'avoir versé des millions en ristournes illégales aux pharmaciens

ANDRÉ NOËL

LA RÉGIE de l'assurance-maladie du Québec vient de déposer une poursuite de 36,2 millions de dollars contre la compagnie Pharmascience, le principal fabricant de médicaments génériques au Québec. L'entreprise est soupçonnée d'avoir versé des millions de dollars en ristournes illégales aux pharmaciens.

Comme la plupart des autres fabricants, Pharmascience préfère donner des primes, rabais et ristournes aux pharmaciens qui vendent ses produits plutôt que de baisser les prix de ses médicaments. Cette stratégie de marketing illégale coûte cher à la RAMQ, qui rembourse les médicaments au prix fort pour environ la moitié des Québécois.

Les ristournes prennent plusieurs formes. Selon la poursuite, déposée vendredi à la Cour supé-

rieure à Montréal, l'enquête de la RAMQ a révélé que Pharmascience « donnait aux pharmacies des cartes à puces (notamment) de la compagnie Groupe San Francisco/Les Ailes de la Mode ».

Pharmascience achetait ces cartes au Groupe San Francisco et les remettait aux pharmaciens qui pouvaient alors se procurer des biens dans les magasins de cette compagnie sans rien déboursier. Les enquêteurs ont d'ailleurs rencontré le vice-président du groupe San Francisco, Jacques Fournier. M. Fournier leur a remis un document, montrant que Pharmascience a acheté des cartes à puces pour un montant de 243 169 \$ de mars 2000 à janvier 2002.

Le fabricant de médicaments génériques a aussi donné des appareils à au moins trois pharmaciens de la région de Montréal, soit Maryse Lepage (Sainte-Anne-des-

Monts), Marie-Josée Caron (Sainte-Rose-de-Laval) et Yves Tremblay (Saint-Jérôme). Selon leur code de déontologie, les pharmaciens n'ont pas le droit de recevoir des biens matériels de la part des vendeurs de médicaments, mais leur corporation professionnelle n'a jusqu'à maintenant jamais sévi.

Tout sur ordinateur...

Toujours dans sa poursuite, la RAMQ indique que Pharmascience utilise un programme informatique, le « System Ross for Trade Allowance », qui indique en détail les rabais, ristournes ou biens qu'elle donne à titre gratuit aux pharmaciens du Québec.

« Les enquêteurs ont obtenu des informations précises et pertinentes à la présente requête qui démontre que la défenderesse (Pharmascience) a versé ou assumé, au cours de septembre 2000 et juin à sep-

tembre 2001, un montant moyen d'un million de dollars par mois pour des escomptes, rabais, ristournes ou autres biens gratuits. »

Les enquêteurs ont demandé à la compagnie de leur remettre le code pour identifier les pharmaciens qui ont bénéficié de ces primes illégales, mais Pharmascience « refuse absolument de fournir ce code et son fonctionnement aux enquêteurs de la Régie qui l'ont exigé dans le cadre de leurs pouvoirs légaux ».

Le fabricant s'est adressé aux tribunaux pour faire casser la requête des enquêteurs, en contestant la constitutionnalité de leur pouvoir d'enquête prévu par la Loi sur la Régie et par la Loi sur les commissions d'enquête.

La RAMQ se base donc sur plusieurs sources pour affirmer que Pharmascience verse un million de dollars par mois en ristournes illé-

gales : l'expérience de septembre 2000 et de juin à septembre 2001, les déclarations de l'Ordre des pharmaciens du Québec (qui évalue le niveau des ristournes à 28 % du total des ventes) et une enquête réalisée par La Presse (un document confidentiel d'un fabricant obtenu par notre journal affirme que le niveau des ristournes varie entre 35 % et 50 % des ventes).

De 2000 à 2003, la RAMQ a versé 96,7 millions aux pharmaciens du Québec pour les produits pharmaceutiques de Pharmascience, une compagnie qui a une usine à Montréal ; la somme réclamée de 36,2 millions équivaut à 37 % d'escompte. Depuis un mois, la Régie a intenté des poursuites semblables contre les fabricants Ratiopharm et Apotex. D'autres pourraient suivre.

## INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE |

Jean Charest  
défend sa ministre  
déléguée à la SantéMARTIN OUELLET  
Presse Canadienne

QUÉBEC — Le premier ministre Jean Charest refuse de blâmer sa ministre déléguée à la Santé, Julie Boulet, mais estime qu'il faudra préciser les règles pour éviter que des compagnies pharmaceutiques remettent des cadeaux à leurs clients pharmaciens.



Julie Boulet

M<sup>me</sup> Boulet, pharmacienne de profession, a reconnu que sa pharmacie de Saint-Tite, en Mauricie, avait reçu gratuitement d'un fabricant de médicaments génériques des petits distributeurs de comprimés destinés aux consommateurs.

« Techniquement, cela entre dans une catégorie qui peut sembler en dehors des règles, mais il faut éclaircir ces choses-là. Tout n'est jamais noir ou blanc dans ces affaires-là », a déclaré le premier ministre, hier, en point de presse à Québec.

« Je pense que l'épisode nous amène à vouloir éclaircir les règles du jeu pour s'assurer que les gens se comportent correctement », a-t-il ajouté.

La Régie de l'assurance-maladie du Québec (RAMQ) considère les distributeurs de comprimés comme étant des cadeaux illégaux et a entrepris des poursuites contre trois compagnies pharmaceutiques qui auraient « récompensé » à divers degrés leurs clients pharmaciens.

M. Charest a cependant estimé, hier, qu'il n'y avait pas lieu de sévir contre la ministre Boulet, compte tenu que les « dosettes » reçues à sa pharmacie ne constituent pas une faveur ou un avantage personnel.

« Dans le cas de M<sup>me</sup> Boulet, ce qui m'apparaît très clair, c'est qu'il n'y a jamais eu d'avantages personnels. Un contenant, même pas en plastique rigide mais presque en cellophane, ce n'est pas un avantage qui m'apparaît substantiel », a-t-il expliqué.

La RAMQ reproche aux compagnies Ratiopharm, Pharmascience et Apotex d'avoir enfreint le règlement leur interdisant d'accorder à un acheteur un bien à titre gratuit ou une réduction sous forme de rabais, de ristourne ou de prix.

La Régie considère que les compagnies pharmaceutiques devraient réduire le coût des médicaments, plutôt que de distribuer des cadeaux à leurs clients.

D'autres poursuites vont s'ajouter en juin, a souligné la porte-parole de la RAMQ, Nathalie Pitre.

La ministre Boulet a offert sa version des faits, vendredi dernier, affirmant qu'elle n'a jamais bénéficié personnellement des largesses des compagnies pharmaceutiques.

« Ce que je peux vous dire, c'est qu'en aucun temps, je n'ai reçu d'avantages personnels, ni restaurant, ni voyage, ni partie de hockey, ni spectacle. Pour le reste, je ne ferai pas de commentaire puisqu'il y a un processus légal », avait-elle relaté.

« M<sup>me</sup> Boulet a offert ces explications et j'en suis tout à fait satisfait », a insisté, hier, Jean Charest.

Québec conteste la portée de  
l'embargo sur le boeuf canadienJOCELYNE RICHER  
Presse Canadienne

QUÉBEC — Le Québec n'a pas à être pénalisé parce qu'on a découvert un cas de vache folle en Alberta, a soutenu le premier ministre Jean Charest, hier.

Aussi, lorsqu'un pays étranger décrète un embargo sur un produit alimentaire canadien — comme ce fut le cas la semaine dernière pour le boeuf — il ne devrait pas s'appliquer d'un océan à l'autre, mais uniquement à la province visée, a-t-il fait valoir.

M. Charest entend sensibiliser ses homologues provinciaux au cours des prochaines semaines, en vue de les amener à défendre une position commune dans ce dossier. Il faudrait, selon lui, qu'Ottawa négocie avec les pays étrangers pour qu'un éventuel embargo n'affecte qu'une province et non le pays tout entier, comme c'est le cas actuellement.

« Dorénavant, lorsqu'il se présentera une situation comme celle-là, il faudrait qu'on puisse avoir une approche régio-

nale. Au lieu que ce soit à travers tout le Canada, qu'on puisse reconnaître que si le problème est clairement identifié à une région — l'Alberta, par exemple — qu'on prenne les mesures nécessaires pour l'Alberta, mais qu'on évite d'appliquer ça au Québec, si, dans le cas du Québec, le problème n'existe pas », a dit M. Charest, lors d'un point de presse, à la suite d'une rencontre avec le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, Pat Binns.

Selon M. Charest, le Québec n'a rien à voir avec la crise de la vache folle, qui secoue présentement l'Alberta, et n'aurait donc jamais dû être visé par l'embargo imposé par huit pays ayant décidé de ne plus importer de boeuf canadien : les États-Unis, l'Australie, le Japon, la Corée du Sud, Singapour, la Nouvelle-Zélande, l'Indonésie et la Barbade.

« Normalement, on n'aurait pas dû subir les conséquences de ce qui vient d'arriver », a soutenu M. Charest, qui fera pression sur Ottawa pour que les choses changent. « Il faut que le gouvernement fédéral soit dans le coup », a-t-il dit. M. Charest aura prochainement deux occasions de faire avancer ce dossier : une conférence téléphonique des premiers ministres provinciaux, en juin, qui sera sui-

vie, en juillet, par la conférence annuelle des premiers ministres, à l'Île-du-Prince-Édouard.

Jusqu'à maintenant, un seul cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), mieux connue sous le nom de maladie de la vache folle, a été répertorié au Canada, dans une ferme albertaine. L'ESB ne se transmet pas d'un animal à l'autre, mais peut l'être par l'ingestion de nourriture contaminée, les farines animales, par exemple. Mais il est interdit depuis 1997 de donner ce type de farine aux bovins du pays.

M. Charest a rappelé que le système d'inspection québécois était reconnu pour sa rigueur exemplaire.

La prise de position du premier ministre Charest fait écho à la sortie, la semaine dernière, de l'Union des producteurs agricoles (UPA), qui revendiquait elle aussi l'adoption d'embargos sur une base régionale.

Chaque semaine, le Québec produit et commercialise 4000 bovins, d'une valeur de quelque 4,5 millions \$. Plus de 60 % de cette production est exportée vers les États-Unis. On estime que plus de 16 000 fermes bovines du Québec pourraient éventuellement être affectées par des pertes subies à la suite de cet embargo.

## VACHE FOLLE |

L'origine de l'infection pourrait  
ne jamais être découverte, admet l'ACIA

JUDITH LACHAPPELLE

L'ENQUÊTE sur le cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) se poursuit toujours dans l'ouest du pays alors que les experts recherchent activement les parents de la vache infectée ainsi que les autres animaux qu'elle a côtoyés au fil des ans. Mais ils n'arriveront peut-être jamais à déterminer l'origine de l'infection, ont-ils reconnu hier.

Les travaux des enquêteurs sont compliqués par le fait que les systèmes de traçabilité des animaux commencent à peine à être implantés dans l'Ouest canadien. L'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), qui mène l'enquête, a mis en quarantaine les fermes que la vache trouvée porteuse de l'ESB a fréquentées au fil des ans. Ils ont également visé les fermes qui ont accueilli des animaux du troupeau dont faisait partie cette vache.

Au total, 17 fermes situées en Alberta, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique sont en quarantaine.

Les 150 bêtes du troupeau albertain où la vache noire de race Angus a vécu ses dernières années ont été abattues la semaine dernière et les tests préliminaires effectués sur leurs cerveaux n'ont indiqué aucune présence d'ESB. Un deuxième troupeau situé en Saskatchewan, où la vache aurait séjourné pendant quatre ans, a également été abattu. L'ACIA a aussi ordonné l'abattage des animaux du troupeau du cas de référence qui avaient été acquis par trois autres fermes. Plus de 370 bêtes ont donc été abattues pour fins d'analyses.

L'ACIA n'abattrait pas nécessairement tous les animaux des fermes mises en quarantaine, a précisé hier en conférence de presse le Dr Claude Lavigne. L'ESB n'est pas une maladie contagieuse et elle

se transmet essentiellement par la moulée qui est servi aux bêtes. Les experts recherchent donc les bêtes qui auraient eu la même alimentation que la vache infectée dans les fermes qu'elle a fréquentées. Ils utilisent également des tests d'ADN pour retracer la parenté de cette vache qui pourrait également être porteuse des prions de la maladie.

Les experts n'écartent pas la possibilité que le cas de la vache infectée soit spontané, sans aucune explication de la contamination. « Mais nous n'arrêterons pas l'enquête tant que nous n'aurons pas épuisé toutes les pistes », a précisé le vétérinaire en chef, Brian Evans. Il est également possible, a reconnu l'Agence, qu'il ne soit pas possible de déterminer l'origine de l'infection. Brian Evans a noté que le manque d'informations sur le parcours de cette vache (même son âge, 6 ou 8 ans, est incertain) compliquait la tâche des enquêteurs.

## PATHFINDER ÉDITION CHILKOOT 2003

SAVIEZ-VOUS QUE  
LES GENS SE PERDENT  
EN FORÊT, MÊME AVEC  
UNE BOUSSOLE?



AU VOLANT D'UN PATHFINDER, ILS LE FONT EXPRÈS!

Location à partir de

**399\$**  
/MOIS\*

Comptant initial de **1 995\$**  
Transport et préparation inclus!

**1,8%** Financement  
à l'achat\*\*

PDSF à partir de  
**34 200\$**

- Dispositif antiblocage des roues «tout terrain» • Radio Bose<sup>MD</sup> 150 watts avec changeur 6 CD intégré • Commande audio et régulateur de vitesse au volant de direction • Moteur V6 de 250 chevaux • Jantes en alliage de 16 po • Système antivol et antidémarrage avec clé à puce
- Climatiser • Différentiel autobloquant arrière • Marchepieds latéraux aplanis • Sellerie spéciale Chilkoot • Et beaucoup plus!

\*Location de 48 mois pour le Pathfinder édition Chilkoot 2003 (5CRG53 AA00). Acompte ou échange équivalent de 1 995 \$. Limite de 24 000 km par année avec 0,10 \$/km extra. Premier versement et dépôt de garantie équivalent à un versement mensuel, (toutes taxes incluses), requis à la livraison. Assistance routière 24 h. Taxes, immatriculation, assurance, frais d'enregistrement RDPRM, obligatoires sur pneu neuf et frais du concessionnaire en sus. Sur approbation du crédit. \*\*Taux de financement de 1,8 % à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. Frais d'enregistrement RDPRM et frais du concessionnaire en sus. Offre d'une durée limitée. Les concessionnaires peuvent vendre/louer à prix moindre. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement. Nissan, le logo NISSAN, la signature « DÉCOUVRIR... » et le nom du modèle Nissan sont des marques de commerce de Nissan.

www.nissanmontreal.com www.nissan.ca 1 800 387-0122



## PIERRE FOGLIA

pfoglia@lapresse.ca

## Cette vieille soupe...

Dites-moi, vous qui allez souvent au cinéma, ces *Invasions barbares* parleraient-elles, par hasard, des boomers ? Ah ! ah, c'est donc pour ça. Je comprends tout d'un coup pourquoi les boomers refont surface dans les chroniques, les conversations, mes courriels. Cette vieille soupe rance dont on nous gave depuis 15 ans, voilà que vous la resservez à vos propres enfants ? Vous n'avez pas honte ? Vous n'êtes pas tannés ? J'en vois qui ont 40 ans et plus, qui sont au pouvoir, tous les pouvoirs, politique, médiatique, culturel, ils font les lois, ils font LA LOI, qu'ont-ils donc à brailler encore ?

Si j'étais moins paresseux, je ferais le portrait de ces pauvres victimes. En italique, toutes les conneries qu'ils disent ou qu'ils écrivent depuis 20 ans sur les boomers. À côté, leur statut social, le nombre de jobs prestigieuses dans lesquelles ils sévissent. Ces gens qui n'arrêtent pas depuis 20 ans de parler de l'irresponsabilité des boomers, je montrerais ce qu'ils font de si différent, comment ils élèvent leurs enfants, comment ils mènent leurs affaires amoureuses, comment leur vie est tellement plus responsable que celle de ces boomers de merde qu'ils exècrent.

Page 267 de la bible antiboomer — *La Génération lyrique*, de François Ricard —, ce passage sur les moeurs dissolues des boomers : leur liberté sexuelle, leur foi inentamable dans le coup de foudre, leur art de la drague et du slalom sentimental, leur refus de s'attacher... leur fidélité conjugale toujours sujette à des renégociations... Salopards de boomers qui crissaient là femmes et enfants pour retrouver leur « vie jeune », l'expression est de saint-François-Ricard. Dieu merci, ce n'est plus comme ça aujourd'hui.

J'en entendais un dimanche après-midi à la radio qui a réussi en 10 minutes à aligner tous les clichés sur les boomers qu'on entend depuis 15 ans : il n'en pas raté un, ce con.

Premier cliché, pourquoi les boomers sont-ils comme ils sont ? *Parce qu'au sortir des deux grandes guerres mondiales on les a investis de la mission de réinventer le monde. Leurs parents leur ont dit : refaites le monde ; nous, nous avons échoué.*

Nos parents ne nous ont jamais dit ça. Et le sentiment qui prévalait au sortir de la guerre n'était pas du tout un sentiment d'échec, mais de soulagement. La guerre n'est jamais vécue comme un échec, plutôt comme une fatalité, une malédiction. Et là, c'était fini, la guerre était finie, ouf. On était et on est resté dans ce « ouf » là, longtemps. Pas pressé du tout de refaire le monde. Juste le vivre. Acheter du pain sans tickets. Retourner à l'école. Ne plus entendre les sirènes.

Dans son dernier roman (*L'Ignorance*, qui aurait tout aussi bien pu s'appeler « La mémoire »), Kundera met des bémols à l'Histoire... « On ne comprendra rien à la vie humaine si on persiste à escamoter la première de toutes les évidences : une réalité telle qu'elle était quand elle était, n'est plus ; sa restitution est impossible » (page 116).

Second cliché : les boomers ont eut accès à la culture, ils ont voyagé en Europe, goûté aux bons vins, pour finalement confondre la culture qu'ils ont reçue avec la Culture. Le cliché ici n'est pas dans le sens, il est dans le charabia. L'appréciation esthétique ou intellectuelle des oeuvres de l'esprit — la Culture — a toujours été le fait d'une minorité. Pas plus à



cette époque-là qu'aujourd'hui, personne n'a jamais confondu un grand Porto avec *L'Adagietto* de Malher, mais en ce temps-là tout comme aujourd'hui, il y

avait effectivement plein de gens qui prenaient *L'Adagio* d'Albinoni, le *Canon* de Pachelbel, le chœur de *Nabucco* et *Carmina Burana* pour de la grande musique. Ce n'est pas affaire de confusion, c'est affaire d'accès à la culture, affaire d'éducation. What's new, crise ?

Troisième cliché : ils n'ont eu que la peine de naître, ils n'avaient qu'à se baisser pour ramasser une bonne job, ils ont eu tout, tout cuit dans le bec. La façon dont ils disent ça, c'est comme si on s'était pogné le cul toute notre vie. Je ne sais pas les autres, mais moi, je me levais le matin, je faisais mes huit heures, je revenais, je recommençais le lendemain. Cinq jours par semaine, 52 semaines par année, des millions d'années. Exactement comme maintenant. Je ne veux pas faire de concours avec personne, mais moi aussi j'ai été pigiste à la radio de Radio-Canada, le soir j'étais *bus boy* à Blues Bonnets, et trois jours par semaine j'enseignais le français aux cadres de la British Titanium à Tracy où j'allais en autobus. C'est vrai qu'il y avait des jobs : j'en faisais trois pour arriver à bouffer.

Aujourd'hui y'a pu de jobs. Et ce serait la faute des boomers ? Expliquez-moi. Je ne la comprends pas celle-là. Nous étions plus ou moins socialistes, et même des fois communistes, nous étions syndicalistes, nous étions sociaux-démocrates, nous étions tout ce qui s'est écroulé le 9 novembre 1989 en

même temps que le mur de Berlin. Depuis ce temps-là, vous avez pris le pouvoir, vous et vos petits copains des HEC, vous avez mis en place une nouvelle idéologie qui prévaut sur toute la planète y compris la Chine — une idéologie extraordinaire qui PRODUIT DE LA RICHESSE, c'est du moins votre prétention, vous avez trouvé la recette de la richesse pour tous : compétitivité, privatisation, dérégulation, stabilité des prix, équilibre budgétaire —, bravo, je vous félicite. Vous allez être riches. Un peu de patience que diable.

Quatrième cliché : ils ont décrété que l'orthographe était bourgeoise, c'est pour ça que les enfants d'aujourd'hui ne savent pas écrire. Bougre de nono, t'es juste en retard d'un scandale. Le scandale n'est pas que les enfants ne savent pas écrire, le scandale est que LES MAÎTRES que l'on forme ne savent pas écrire. Bien pire : on leur dit que ce n'est pas essentiel de savoir écrire pour devenir un maître, on titularise des quasi-analphabètes pour peu qu'ils montrent une ouverture aux réformes. Je suppose que la pédagogie est une invention des boomers ?

Cinquième cliché : ne vous laissez pas faire, ne vous laissez pas définir par les boomers ! Si c'était de l'humour ! Mais non. Vous ne vous rendez même pas compte que vous revendiquez votre altérité en enfermant les autres dans un stéréotype : les boomers. Les boomers n'existent pas plus que les femmes, les jeunes, les Bulgares, les pédés.

Quand j'avais 15 ans, quand j'avais 30 ans, j'étais contre mon époque autant que je suis contre celle d'aujourd'hui. Et pour les mêmes bonnes raisons, connards.

## Les données personnelles de contribuables dérobées

Presse Canadienne

TORONTO — L'Agence des douanes et du revenu du Canada est en train de revoir tout son système de protection informatique, après qu'une personne, anciennement employée par l'agence, eut réussi à mettre la main sur les dossiers électroniques d'environ 200 contribuables.

De telles informations, et particulièrement les numéros d'assurance sociale, peuvent être exploitées à des fins frauduleuses ou criminelles.

La ministre du Revenu Elinor Caplan a confirmé la nouvelle révélée hier par le *Globe and Mail*, et se voulait rassurante. « Si des changements doivent et peuvent être faits, ils le seront », assure-t-elle, expliquant que tout le système de contrôle et de sécurité était passé au peigne fin.

Prévenu l'automne dernier, l'organisme gouvernemental a mené l'enquête seul dans un premier temps, puis a fait appel à la police. Cette dernière, mandat de perquisition en main, a saisi l'ordinateur de l'ex-employé mardi dernier. « Je tiens à être claire : aucune information d'ordre financier, aucune donnée relative à l'impôt » n'ont été dérobées, a soutenu M<sup>me</sup> Caplan.

Les victimes, prévenues par la poste, pourront toutefois se voir remettre un nouveau numéro d'assurance si nécessaire. La ministre a refusé de dire si des informations avaient été revendues à une tierce personne, car l'enquête policière n'est pas encore terminée.

Les numéros d'assurance sociale représentent un marché parallèle très lucratif et de plus en plus problématique.

SYLVAIN LAROCQUE

Presse Canadienne

OTTAWA — Alors qu'on apprenait hier que des firmes de publicité montréalaises ont profité encore plus qu'on ne le croyait du programme fédéral de commandites, le Bloc québécois a accusé la Gendarmerie royale du Canada (GRC) « d'enterrer l'affaire pour le gouvernement libéral ».

« La GRC refuse de rendre des comptes à la population », a lancé le chef bloquiste, Gilles Duceppe, à sa sortie des Communies.

« C'est de la collaboration avec le gouvernement et ça, je ne peux admettre ça. »

La GRC enquête depuis plus d'un an sur des contrats de commandite que le gouvernement fédéral a accordés à des agences publicitaires qui ont été grassement payées pour du travail à moitié réalisé ou même jamais fait. Les commandites visaient à accroître la visibilité du fédéral au Québec à la suite des résultats serrés du référendum sur la souveraineté de 1995.

Le *Globe and Mail* a révélé hier qu'au moins cinq de ces propriétaires d'agences ont fait sous-traiter leurs contrats fédéraux par des partenaires d'affaires, des proches, des alliés politiques, voire eux-mêmes.

Pour donner ces contrats de sous-traitance, les agences passaient outre aux règles d'appel d'offres et s'accordaient une commission de 17,65 % — qui gonflait d'autant le coût des commandites pour Ottawa.

Selon un rapport interne du ministère des Travaux publics, ce stratagème était monnaie courante au sein du programme fédéral de commandites, dont le budget est de 40 millions par année.

Affirmant que ce système de sous-traitance a enrichi « une toile très serrée d'amis du Parti libéral », le Bloc québécois a réitéré sa demande que soit tenue rapidement une enquête publique indépendante sur les ratés du programme de commandites.

Le ministre responsable du dossier, Ralph Goodale, a de nouveau rejeté la requête du Bloc, sous prétexte que toutes les informations nécessaires étaient connues du public.

« J'ai la conviction que la GRC s'acquitte de ses responsabilités, qu'elle n'a rien à voir avec le processus politique et (...) qu'elle fera son travail correctement, peu importe les conséquences », a déclaré le ministre des Travaux publics aux journalistes, après avoir été pris à partie en Chambre.

## « Problématique »

M. Goodale a néanmoins dû reconnaître que la pratique de la sous-traitance était « problématique », mais il a répété que son ministère poursuivait son enquête interne afin de sévir éventuellement contre les fonctionnaires qui ont mal agi dans le dossier.

« J'ai toujours dit clairement que nous ne défendrons pas l'indéfendable », a-t-il dit aux Communies.

Entre-temps, le gouvernement fédéral refusera de payer les factures en souffrance des

agences impliquées dans le scandale des commandites, tant et aussi longtemps qu'il n'aura pas reçu des explications « satisfaisantes » de leur part. Certaines d'entre elles ont bien collaboré avec l'enquête d'Ottawa, d'autres non, a-t-il ajouté, sans vouloir donner plus de détails.

Parmi les exemples douteux de sous-traitance révélés par le *Globe and Mail*, notons le cas de Groupaction, qui s'est accordé en 1999 une commission de 17,65 % pour un contrat transféré à Alleluia Design, une filiale appartenant aux mêmes propriétaires que la compagnie-mère. D'autres contrats de sous-traitance sont allés à des proches d'organiseurs libéraux.

Le Groupe Everest a quant à lui accordé un contrat de sous-traitance de 390 000 \$ à une firme contrôlée par le frère de l'organisateur libéral Alain Renaud, quelque mois seulement après que ce dernier eut fait une contribution de 63 858 \$ au parti de Jean Chrétien. Ce faisant, Everest a touché une commission de 68 835 \$. Le contrat de sous-traitance aurait même été conclu 18 jours avant le contrat d'Everest avec Ottawa. Les frères Renaud soutiennent n'avoir aucun souvenir de ces activités.

Il existerait une douzaine de cas similaires dans les dossiers de commandites, dont plusieurs ont déjà été soumis à la GRC.

Interrogé sur les allégations d'interférence politique concernant la GRC, un porte-parole de la police fédérale a assuré qu'elles n'étaient pas fondées. Il n'a pas voulu dire où en étaient les enquêtes sur l'affaire des commandites.

**LA GŪPIÈRE**

bandeau

licou

épaules dégagées

décolleté plongeant

une épaule nue

LE BALCONNET SOLEIL CINQ POSITIONS 29.<sup>95</sup>

Économisez 30% sur le balconnet signé Triumph qui vous offre 5 options pour un décolleté mode d'été absolument irrésistible. Avec ses bonnets moulés sans couture et ses bretelles totalement ajustables, vous êtes assurée d'une silhouette impeccable. Un essentiel sous toutes vos tenues. Ivoire ou noir. 32-34A, 32 à 38B, 32 à 36C. Rég. 44.00

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC,  
MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, LAVAL CARREFOUR LAVAL, SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

3145062A

LE BAS RÉVILLE ITALIENNE 9.<sup>99</sup>

Économisez 30% sur le bas pure mode de l'été en résille stretch de qualité supérieure, avec gousset de coton. Noir, ivoire, naturel, marine, chocolat. P/M et G/TG. Rég. 15.00

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC,  
MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, LAVAL CARREFOUR LAVAL, SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

3145060A

# Lancement d'un programme québécois d'alerte à l'enlèvement d'enfant

MARCEL LAROCHE

APRÈS 28 mois de travail et de concertation avec le Réseau Enfants Retour, différents organismes gouvernementaux et des stations de radio et de télévision, le Service de police de Montréal, la Sûreté du Québec et la Gendarmerie Royale du Canada ont procédé, hier, au lancement officiel du programme Alerte Amber du Québec.

Calqué sur le concept américain « Amber Alert » créé à la mémoire de Amber Hagerman, une fillette de neuf ans enlevée et assassinée en janvier 1996 dans la ville d'Arlington, au Texas, le programme Alerte Amber du Québec (Alerte médiatique but enfant recherché) pourra être déclenché à tout moment dans l'ensemble du territoire québécois aussitôt que la police sera saisie du kidnapping d'un enfant.

« Le programme Alerte Amber du Québec repose sur un solide partenariat entre les forces policières, les partenaires associés et les partenaires médiatiques. Ce partenariat a pour but de mettre à contribution les yeux et les oreilles de tous les citoyens afin de retrouver de façon sûre et rapide un enfant victime d'enlèvement et dont on a lieu de croire que sa sécurité ou sa vie est menacée », a indiqué le directeur Michel Sarrazin, du Service de police de la Ville de Montréal.

Citant en exemple le récent cas de la petite Holly Jones, une fillette de 10 ans enlevée et assassinée à Toronto, le directeur général de la SQ, Florent Gagné, a dit comprendre l'angoisse des parents. « Lors d'un enlèvement aussi tragique, il faut plus que la détermination des services de police pour que l'enquête soit synonyme de succès. Il faut l'indispensable collaboration des partenaires du monde des médias, des partenaires associés

et surtout l'importante collaboration du public qui constitue la pierre angulaire du programme Alerte Amber. »

Soulignant qu'il est plutôt rare que policiers et médias collaborent aussi étroitement à une opération policière, Pierre-Yves Borduas, commissaire adjoint et commandant de la division C de la GRC, a insisté sur le fait que le public est son allié de premier plan lors de l'enlèvement d'un enfant.

Par ailleurs, la signature du protocole d'entente entre les responsables du SPVM, de la SQ et de la GRC qui prennent part au programme Alerte Amber du Québec a été accueillie avec grande satisfaction par Patrick Bergeron, co-directeur exécutif du Réseau Enfants Retour Canada.

Dans le but de préserver l'efficacité maximale de ce nouvel outil de travail, l'activation d'une alerte Amber devra demeurer un

moyen d'enquête dont l'utilisation sera réservée aux cas d'enlèvements d'enfants dont la sécurité ou la vie est sérieusement en danger.

Dès l'activation du programme dans l'ensemble du Québec, tous les intervenants seront alors mis à contribution. Simultanément, tous les panneaux d'affichage électronique du ministère des Transports du Québec seront mis à la disposition de la police pour diffuser des messages destinés aux automobilistes alors que les enquêteurs de la Société d'assurance automobile du Québec (SAAQ) exerceront une surveillance spéciale pour retrouver le véhicule du ravisseur.

Les réseaux de radio et de télévision diffuseront des messages toutes les 20 minutes durant une période de deux heures suivant l'enlèvement tout en invitant la population à communiquer avec le 911 pour fournir toute information pertinente.

SOURCE : Tableaux de données de l'Institut des ressources mondiales pour 2000-2001.

Les forêts du Canada sont **abondantes**, couvrant plus de leur surface d'origine que tout autre pays.

Des évaluations confirment que les forêts canadiennes **augmentent** de volume.

Les forêts du Canada sont **certifiées** pour la durabilité écologique à long terme.

Le Canada a plus de 91 % de sa couverture forestière d'origine et plus de forêt protégée que tout autre pays. Dans les faits, l'industrie forestière du Canada est en tête au niveau mondial en ce qui a trait aux pratiques respectueuses de l'environnement. Et maintenant, toutes nos compagnies doivent faire certifier leur exploitation par des tiers vérificateurs afin de pouvoir être membres. Pour en savoir plus sur la certification et sur les forêts croissantes du Canada, nous vous invitons à visiter notre site Web au [www.fpac.ca](http://www.fpac.ca)



Association des produits forestiers du Canada

Nous pensons pour demain. Venez voir.



Photo AP

Cette petite fille de 19 mois, **Acacia Patience Bishop, est disparue en fin de semaine de sa résidence familiale à Salt Lake City. La police de l'Utah croit qu'elle aurait été enlevée par sa grand-mère.**

## Les fugues, cause première de la disparition d'enfants

Presse Canadienne

La grande majorité des enfants disparus se classent dans la catégorie des fugueurs. Ceux-ci fuient le plus souvent une situation familiale qu'ils jugent intolérable.

Ces informations sont tirées du rapport annuel 2002 des enfants disparus au Canada, qui a été rendu public hier par le solliciteur général du Canada, Wayne Easter, à l'occasion de la Journée nationale des enfants disparus, la veille.

Le Centre d'information de la police canadienne a fait état de 66 532 cas d'enfants portés disparus en 2002, le plus souvent des filles. Les autorités ont compté 39 048 filles et 27 484 garçons.

Il s'agit le plus souvent d'enfants âgés de 12 à 17 ans, soit dans 96 pour cent des cas. Les enfants de 14 et 15 ans représentaient 49 pour cent de l'ensemble.

Dans la grande majorité des cas, soit 79 pour cent, il s'agissait de fugueurs. Leur nombre était toutefois en baisse, étant passé de 53 434 cas en 2001 à 52 390 cas en 2002.

De ces 52 390 fugues d'enfants enregistrées au Canada, en 2002, 6180 l'ont été au Québec.

Là encore, les filles font davantage de fugues que les garçons, soit 31 244 filles contre 21 146 garçons.

Le rapport fait aussi état d'enfants fugueurs qui récidivent à plusieurs reprises, accroissant ainsi le nombre de dossiers. Ils fuient une situation familiale difficile, souvent marquée par l'alcool et la drogue.

Le nombre de cas d'enlèvements d'enfant(s) par un parent a enregistré une légère augmentation au Canada, passant de 387 cas en 2001 à 429 en 2002.

Les cas d'enfants enlevés par une personne autre qu'un parent restent rares, soit 35 au Canada, dont neuf au Québec, en 2002, selon ce rapport. « L'enlèvement des enfants et des jeunes par une personne hors famille sème la peur chez les Canadiens », rappellent les autorités dans le rapport, ajoutant que le phénomène demeure pourtant peu fréquent. « Dans l'ensemble, les enfants du Canada sont considérés comme à faible risque d'enlèvement par un étranger. »



Matrix XRS 2003

[alixtoyota.com](http://alixtoyota.com)

Alix Toyota, 6807, rue De Lorimier, Montréal (QC) H2G 2P8 - Tél.:(514) 376-9191, Fax:(514) 374-6524

ACCÈS TOYOTA  
1 888 TOYOTA-B • [access.toyota.ca](http://access.toyota.ca)



dépôt de sécurité 0 \$  
location 48 mois



**Alix TOYOTA**

50 ans

de passion automobile

et profitez d'excellents taux de financement à l'achat ou d'offres de location exceptionnelles. Sur tous les modèles 2003 en stock. Jusqu'au 31 mai 2003.

## La CSN craint des virages radicaux du gouvernement Charest

MARC ROCHETTE  
Le Nouvelliste

TROIS-RIVIÈRES — Jugeant inquiétants les premiers signaux du gouvernement Charest, la présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, tient à rappeler que le Parti libéral n'a pas été élu pour appliquer le programme de l'ADQ.

« Nous avons devant nous un gouvernement libéral qui propose, lui aussi, un programme de rétrécissement de l'État et je dirais même qu'au sortir de la campagne électorale, le thème de la réingénierie de l'État est en bonne voie de s'imposer comme première priorité au lieu de la santé », a-t-elle lancé hier devant les quelques 400 délégués de la Fédération du commerce de la CSN réunis en congrès à Trois-Rivières.

Mme Carbonneau croit que l'esclandre créé autour du supposé « trou d'incertitude de 4,3 milliards de dollars » dans les finances publiques a comme premier objectif d'ouvrir la voie à des virages radicaux et brutaux.

« La CSN reste et restera toujours attachée à ses valeurs sociales démocrates, à des services publics accessibles et de qualité, à l'idée d'un État bien en selle et agissant en faveur du bien commun avec la variété d'interventions que celui-ci commande », affirme Mme Carbonneau.

Parmi les événements qui suscitent de l'inquiétude, elle a énuméré la pneumonie atypique, la maladie de la vache folle, le virus du Nil, les attentats terroristes, le ralentissement économique qui s'installe aux États-Unis... et ce qui est arrivé au Québec le 14 avril dernier !

« Il nous faudra composer avec un gouvernement dont on ne connaît pas précisément les intentions quant aux genres de relations qu'il entend développer avec les membres de la société civile, dont les syndicats », a confié la conférencière.

Or, elle craint que certains silences ne soient déjà révélateurs, attendant depuis quatre jours le retour d'appel du ministre de l'Éducation devant la fermeture brutale de l'Institut Teccart.

« Si le Parti libéral ne s'est jamais caché de son penchant en faveur du faire-faire, ici, le laisser-faire face à l'emploi est plus que troublant », poursuit Mme Carbonneau.

Révision du « no fault » dans la Loi de l'assurance-automobile, report de la réforme de l'éducation au secondaire, tergiversation et absence de mandat clair pour conclure le dossier de l'équité salariale dans le secteur public, engagement à livrer un affaiblissement du Code du travail à l'égard de la sous-traitance devant le congrès de l'Union des municipalités et investissement moindre dans le domaine de la santé : voilà autant de mauvaises nouvelles évoquées par la présidente de la CSN.

Et à la veille du premier budget Séguin, elle se dit préoccupée par les réductions importantes des dépenses publiques et la diminution du fardeau fiscal général, ce qui a pour effet de menacer des programmes comme les services de garde ou, encore, l'aide sociale.

« On a également émis plusieurs réserves concernant la volonté affichée par le nouveau gouvernement de sabrer les outils que le Québec s'est donnés au fil des ans pour susciter le développement économique et social », poursuit-elle, faisant allusion notamment à tout le branle-bas autour d'Investissement Québec et de la Société générale de financement.

Si Mme Carbonneau reconnaît que les enjeux et les défis étaient nombreux sous l'égide d'un gouvernement péquiste, elle soutient du même souffle que le travail qui attend la CSN sera décuplé sous un gouvernement libéral.

Et c'est sans compter tous ces enjeux, comme la pénurie de main-d'oeuvre, l'intensification et la surcharge de travail, la Zone de libre-échange des Amériques, la sous-traitance, l'avenir des syndicats des caisses populaires et d'économie, la syndicalisation, la violence et le harcèlement au travail, qui alimenteront d'ailleurs les débats du 46<sup>e</sup> congrès de la Fédération du commerce de la CSN qui se tient toute la semaine à l'hôtel Delta de Trois-Rivières.

## Jean Charest se fait un allié contre le déséquilibre fiscal

MARIO CLOUTIER

QUÉBEC — Jean Charest et Pat Binns marchent main dans la main contre le déséquilibre fiscal. De passage à Québec, le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard et hôte de la Conférence des premiers ministres provinciaux en juillet à Charlottetown, a fait une sortie bien sentie contre le déséquilibre fiscal.

« Ottawa a les surplus, tandis que nous, nous battons tous avec des déficits. On voit le gouvernement fédéral se réjouir année après année des surplus qu'il a obtenus au détriment des provinces. On livre les programmes sans avoir l'argent », a déclaré M. Binns en qualifiant de « très constructive » l'idée du gouvernement Charest de créer un Bureau de négociation sur le déséquilibre fiscal.

Le premier ministre québécois connaît bien son homologue de l'Île-du-Prince-Édouard qu'il a côtoyé dans le gouvernement conservateur de Brian Mulroney, à Ottawa. M. Charest s'est clairement fait un allié de Pat Binns sur les sujets qui préoccupent le Québec et

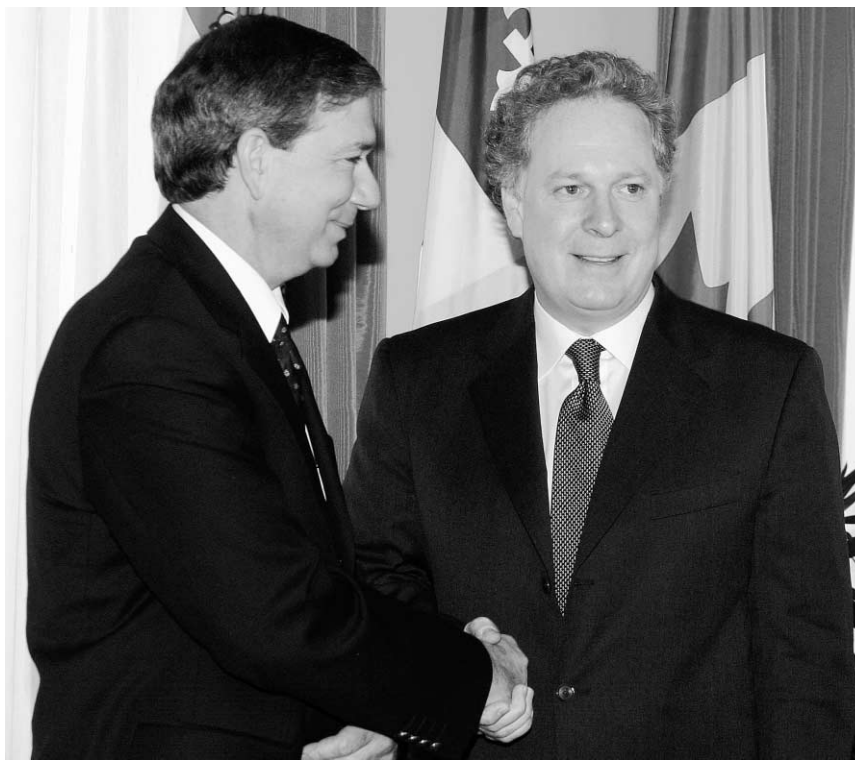


Photo PC  
Le premier ministre Jean Charest accueillait hier à Québec Pat Binns, le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, qui sera l'hôte de la Conférence des premiers ministres provinciaux en juillet à Charlottetown.

qu'il veut voir aborder à la Conférence annuelle des premiers ministres provinciaux.

Il a confirmé qu'il comptait présenter à Charlottetown une proposition concrète sur le Bureau de négociation du déséquilibre fiscal. Il

souhaite également continuer de promouvoir l'idée d'un Conseil de la fédération auprès de ses homologues provinciaux.

Les deux concepts « ont du mérite », dont celui du Conseil de la fédération, pense Pat Binns, même

si, dit-il, « il faut travailler sur les détails, notamment sur la façon dont fonctionnerait le Conseil ». Il souligne à cet effet qu'il n'a eu que deux rencontres formelles en sept ans avec le premier ministre Jean Chrétien.

« Il faut souligner l'importance d'avoir un dialogue continu », estime M. Binns avant d'ajouter que les deux concepts avancés par le gouvernement québécois recevront, selon lui, « beaucoup de soutien auprès des premiers ministres provinciaux ».

Une conférence des premiers ministres provinciaux n'en serait pas une sans qu'il soit question de santé. Alors que son prédécesseur, Bernard Landry, disait avoir obtenu en début d'année la moitié des 1,6 milliard de dollars auxquels aurait droit le Québec de la part du gouvernement fédéral pour la santé, Jean Charest n'a pas voulu dévoiler le montant qu'il réclamerait d'Ottawa à son tour.

« La première étape, c'est de s'entendre sur une nouvelle méthode de financement, a-t-il dit hier, puis après on arrivera aux montants. »

M. Charest a expliqué que les provinces devaient travailler à un nouveau transfert de points d'impôt ainsi qu'à des changements au système actuel de péréquation. M. Binns a acquiescé en ajoutant que « les transferts fédéraux ne se font tout simplement plus ».

## Pourquoi leurs périodes d'interdiction coïncident-elles toujours avec vos vacances ?



SAVOIR OFFRIR LA SOUPLESSE



### Faites une demande maintenant et obtenez 7 500 points en prime.

La nouvelle carte Visa\* Platine Voyages RBC Banque Royale® n'impose aucune période d'interdiction sur les voyages dont vous profitez en échange de vos points. Vous pouvez donc vous envoler où et quand vous le voulez. De plus, vous avez la possibilité d'échanger vos points parmi plus de 60 compagnies aériennes canadiennes et internationales. Chaque dollar d'achat vous vaut un point RBC Récompenses<sup>SM</sup>. Accumulez vos points et échangez-les contre des forfaits vacances, des voitures de location et plus encore. Votre carte-voyage vous offre-t-elle autant de souplesse ?

Demandez la carte en composant le 1-877-ROYAL® 4-4 ou rendez-vous au [www.rbcbanqueroyale.com/platinevoyages](http://www.rbcbanqueroyale.com/platinevoyages). L'offre de points en prime se termine le 30 juin 2003.



RBC  
Banque Royale

Une société membre de RBC Groupe Financier

# Trop d'heures de travail et décrochage font la paire

Presse Canadienne

OTTAWA — Les élèves travaillant un nombre d'heures modéré dans un emploi rémunéré au cours de leur dernière année d'études secondaires sont les moins susceptibles de décrocher, selon un nouveau rapport rendu public hier par Statistique Canada.

En revanche, ceux qui travaillent 30 heures ou plus par semaine affichent les probabilités les plus fortes d'abandonner leurs études.

Le rapport, qui repose sur les données visant les personnes de 18 à 20 ans de l'Enquête auprès des jeunes en transition de 2000, confirme les résultats d'études antérieures révélant un lien important entre le nombre d'heures de travail des élèves et le décrochage au secondaire, a ajouté Statistique Canada.

Selon ce document, le travail et l'obtention du diplôme d'études

secondaires ne sont pas incompatibles à condition que l'emploi occupe une place raisonnable dans la vie de l'élève.

Il existe une relation claire entre le nombre d'heures de travail et le décrochage, selon le document qui ne permet cependant pas d'établir qu'il s'agit là d'une simple relation de cause à effet. Des recherches antérieures tendent à indiquer que le décrochage au secondaire est davantage un processus se basant sur un nombre de facteurs qu'une décision prise à un moment bien précis.

Plus des deux tiers de l'ensemble des élèves visés par l'enquête, soit environ 69 %, occupaient un emploi au cours de leur dernière année d'études secondaires. Une proportion plus forte d'élèves travaillaient dans les provinces affichant de faibles taux de chômage.

Par ailleurs, les élèves dont les parents travaillent sont plus sus-

ceptibles d'occuper un emploi. On observe une proportion plus forte d'élèves occupant un emploi chez ceux dont la mère travaille que chez ceux dont la mère n'a jamais travaillé. Dans le même ordre d'idées, les élèves dont le père travaille sont davantage susceptibles d'occuper un emploi que ceux dont le père n'a jamais travaillé.

Plus de la moitié des élèves visés par l'enquête travaillaient d'une heure à 30 heures par semaine au cours de leur dernière année d'études secondaires. Un peu plus du tiers ne travaillaient pas du tout, et moins de 10 % travaillaient plus de 30 heures par semaine.

Enfin, les garçons ont tendance à travailler plus d'heures que les filles. Environ 28 % des élèves de sexe masculin travaillent plus de 20 heures par semaine, comparativement à 21 % pour les élèves de sexe féminin.

# Poursuite de 60 millions contre les Forces armées canadiennes

Presse Canadienne

QUÉBEC — Les Forces armées canadiennes devront faire face à la plus importante poursuite en justice de leur histoire. Un groupe de soldats, qui disent avoir été rendus malades lors de missions à l'étranger, réclament un total de 60 millions, affirme la Presse Canadienne.

Environ 25 soldats ont déposé des poursuites individuelles disant avoir souffert de stress post-traumatique et de problèmes psychologiques. La liste des militaires, qui continue de s'allonger, inclut des membres en poste au sein des forces armées ainsi que d'anciens militaires. La plupart d'entre eux ont été impliqués dans des opérations de maintien de la paix à travers le monde. Parmi les 25, on compte quatre Albertains et trois Ontariens. Les autres sont tous québécois.

« Rien de tel ne s'est jamais produit, a expliqué hier Jacques Ferron, un avocat de Québec impliqué dans la poursuite. C'est la première fois que des soldats se regroupent pour poursuivre l'armée. »

Le groupe doit d'ailleurs préciser la nature des poursuites lors d'une conférence de presse aujourd'hui à Québec. Les soldats en profiteront pour rendre publique une lettre destinée au premier ministre Jean Chrétien.

Une autre de 2,4 millions

L'ex-sergent Georges Dumont, originaire de Dubreuilville, en Ontario, n'aura pas attendu la formation du groupe pour engager sa propre poursuite contre l'armée.

M. Dumont, qui a participé à des missions de paix à Haïti, à Chypre, en Somalie et dans l'ex-Yougoslavie, a déposé une poursuite de 2,4 millions, l'année dernière, en Cour fédérale.

L'ex-militaire, qui a passé 20 ans dans les Forces armées canadiennes, affirme qu'il doit encore prendre des médicaments quotidiennement contre la dépression et pour l'aider à dormir.

Au ministère de la Défense nationale, la lieutenant Hollie Ryan a toutefois affirmé qu'elle n'était au courant d'aucune poursuite intentée contre les Forces armées canadiennes d'un montant équivalent à celui évoqué par M<sup>e</sup> Ferron.

Les requérants allèguent notamment souffrir de séquelles psychologiques à cause du manque de financement de l'armée. Selon M. Dumont, des militaires canadiens ont assisté impuissants à la mort de civils lors de missions de paix parce qu'ils n'avaient pas les moyens d'acheter les médicaments de base pour traiter leurs blessures.

# Lord largement en avance au Nouveau-Brunswick

d'après PC

MONCTON — Le Parti conservateur de Bernard Lord reste le favori des électeurs, selon un sondage effectué entre le 21 et le 24 mai pour le compte du quotidien *L'Acadie Nouvelle*.

Pendant ce temps, sur le terrain,

M. Lord a indiqué hier qu'il était ouvert à des modifications au système électoral, même s'il considère profiter du régime électoral actuel.

Selon le sondage, l'équipe de Bernard Lord recueille 40 % des intentions de vote, alors que les libéraux vont chercher 20 % et le Nouveau Parti démocratique, 9 %.

Vingt-sept pour cent des répondants étaient indécis.

Quant à savoir quel chef de parti ferait le meilleur premier ministre, 42 % ont répondu le premier ministre sortant, tandis que 10 % ont dit préférer le chef libéral Shawn Graham et 8 % la chef du NPD, Elizabeth Weir.

# C'est l'ami de la famille. Et de votre portefeuille.



Ford Windstar LX 2003 Valeur plus

**21 995\$\***

- Moteur V6 de 200 ch • Boîte automatique électronique 4 vitesses à surmultipliée • Climatisation • Glaces, rétroviseurs et verrouillage des portes à commande électrique • Volant réglable • Sièges pour 7 passagers • Freins antiblocage aux 4 roues • Empattement pleine grandeur • Verre unidirectionnel • Antidémarrage SecuriLock<sup>MC</sup>

★★★★★ Pour la neuvième année de suite, le Windstar a obtenu la plus haute cote de sécurité pour le conducteur et le passager avant en cas de collision frontale décernée par la U.S. Government National Highway Traffic Safety Administration ([www.NHTSA.com](http://www.NHTSA.com)).



3143316A



Photo à titre indicatif seulement. \*Transport (1 025 \$) et taxes applicables en sus. Cette offre s'adresse aux particuliers et ne peut être jumelée à aucune autre offre, à l'exception de la remise aux diplômés pour laquelle certaines conditions s'appliquent. Cette offre s'applique uniquement aux véhicules en stock. Cette offre d'une durée limitée peut être annulée en tout temps sans préavis. Votre conseiller Ford peut vendre moins cher. Tous les détails chez votre conseiller Ford.

## Au Canada, vaut mieux être un oiseau qu'une orchidée

CHARLES CÔTÉ

PRESQUE TOUS les animaux et toutes les plantes qui existaient avant l'arrivée des Européens au Canada sont moins répandus aujourd'hui, à cause de l'impact des humains sur la nature, mais certains s'en sortent mieux que d'autres.

Par exemple, les oiseaux sont en train de reprendre leurs droits sur le territoire canadien, alors que la grande majorité des orchidées perd littéralement du terrain.

C'est ce qui ressort d'un important rapport rendu public hier par la branche canadienne du Fonds mondial pour la nature (WWF).

Intitulé *The Nature Audit* (offert éventuellement en français sous le titre *La Nature dans tous ses états*), ce rapport vient présenter dans des termes compréhensibles pour les décideurs économiques et politiques les grandes tendances de la biodiversité au Canada. « Nous l'avons appelé *audit* parce que nous voulons mesurer l'efficacité réelle de nos politiques de conservation, explique Kevin Kavanagh, directeur de la biodiversité et de la conservation à WWF-Canada. Nous avons demandé à des comptables de nous enseigner leur langage. »

Le rapport a été réalisé sous sa direction par 12 auteurs, avec l'aide de 75 consultants scientifiques.

Ensemble, ils ont étudié 1400 espèces présentes au Canada et dans ses zones côtières. Ils ont estimé leur territoire naturel d'origine et mesuré leur aire de répartition actuelle. Le résultat est un portrait de notre « capital naturel » assemblé à l'aide de plus de 250 000 éléments d'information puisés dans 40 régions naturelles différentes.

Un nouveau rapport sera publié tous les deux ans pour suivre les tendances, mais le premier est l'occasion de mesurer l'impact humain depuis l'arrivée des premiers Européens en Amérique il y a 500 ans.

Évidemment, les résultats varient considérablement d'une région à l'autre et entre les divers groupes d'êtres vivants étudiés :

> Un tiers des mammifères terrestres ont subi des réductions de leur habitat naturel de 20 % ou plus et un cinquième d'entre eux ont subi des pertes de plus de 50 % dans leurs effectifs. La situation des mammifères marins est encore plus grave.

> Le nombre de reptiles a diminué pour 70 % des populations recensées, et cette diminution dépasse 50 % pour une population sur six. Les amphibiens connaissent aussi un recul, mais moins marqué.

> Les poissons offrent un portrait contrasté. Les espèces marines sont en recul, tant dans l'abondance de leurs populations que dans leur distribution. En revanche, les poissons d'eau douce sont en forte expansion, à la faveur des ensemencements pour la pêche commerciale et sportive.

> La diversité des papillons est stable, mais leur aire géographique diminue.

> Des 74 espèces d'orchidées au Canada, plus de 80 % ont reculé, dont le tiers fortement.

> Seul point positif au tableau : les oiseaux sont en train de reprendre leurs droits sur le territoire canadien. Leurs populations et leurs aires de distribution sont comparables à ce qu'elles étaient il y a 500 ans et la tendance est à l'amélioration.

Comme expliquer la disparité entre le sort de l'orchidée et celui des oiseaux ?

« Les orchidées sont très spécialisées et plusieurs sont associées à des milieux humides ou à de vieilles forêts, des écosystèmes menacés, explique M. Kavanagh. Elles sont très sensibles aux changements subtils des écosystèmes. »

Quant aux oiseaux, dit-il, ce sont peut-être les animaux qui ont le plus d'impact politique ! « Il y a les traités internationaux sur les oiseaux migrateurs, la société Audubon, Canards Illimités, alors on voit les résultats d'immenses efforts concertés de conservation », dit-il.

Un tel rétablissement est-il réalisable pour des espèces moins bien branchées politiquement ? « C'est un peu plus difficile pour les plantes, dit M. Kavanagh. Pour les orchidées, je crois que c'est impossible. »

Le rapport de WWF-Canada (offert en français à la fin juin) peut être consulté sur le site [www.wwf.ca](http://www.wwf.ca)



Parmi les victimes, on dénombre 62 militaires espagnols de retour d'une mission de maintien de la paix en Afghanistan.

## Un écrasement d'avion fait 75 morts en Turquie

Associated Press

ANKARA (Turquie) — Un avion transportant 12 membres d'équipage, un navigant technique bélarusse et 62 militaires espagnols de retour d'une mission de maintien de la paix en Afghanistan s'est écrasé hier dans le nord-est de la Turquie. Les 75 personnes à bord sont mortes, selon les autorités turques et espagnoles.

L'appareil, qui avait quitté Kaboul, en Afghanistan, pour Saragosse, devait faire escale à Trébizonde, au porte de la mer Noire, pour y faire le plein. Lors de sa première tentative d'atterrissage, il

volait trop haut. Il a alors tenté de contourner les montagnes voisines enveloppées de brouillard et s'est écrasé dans l'une d'elles, près de la ville de Mçka, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Trébizonde.

Le Yaklovlev YAK-42, de fabrication russe, transportait apparemment des munitions appartenant aux soldats espagnols. Il a pris feu et explosé en morceaux au moment de l'impact. Les soldats turcs ont fait évacuer le site en raison de la présence de grenades non désactivées, rapporte la chaîne de télévision CNN-Turk.

Les soldats turcs ont dégagé 46

cadavres calcinés de la carcasse de l'avion, selon l'agence de presse Anadolu. L'identification des victimes sera difficile, les corps étant pour la plupart démembrés. Les soldats recherchaient la boîte noire.

« La cause de l'accident, d'après nos premières impressions, c'est l'épais brouillard qui régnait sur la région, a déclaré le ministre espagnol de la Défense Federico Trillo. L'avion tentait d'atterrir à cause des grosses turbulences provoquées par les mauvaises conditions météo. »

Toutefois, le témoignage d'Ergin Koyu, un homme qui a vu des flammes avant d'entendre deux déflagrations, suggère que le YAK-42 a pris feu avant de s'écraser.

## Un séisme frappe le Japon

Agence France-Presse

TOKYO — Un violent séisme, qui a secoué hier le nord-est du Japon, faisant au moins 49 blessés, des incendies et des éboulements, a été ressenti jusqu'au centre de Tokyo, à plus de 300 kilomètres de l'épicentre, incitant le gouvernement à mettre en place une cellule d'urgence.

L'épicentre du séisme, qui a atteint une magnitude de 7 degrés sur l'échelle de Richter, a été localisé dans le Pacifique à 20 kilomètres des côtes de Miyagi, à 71 kilomètres de profondeur, selon l'agence météorologique japonaise.

L'Observatoire des sciences de la terre de Strasbourg (est de la France) a estimé la magnitude à 6,7 degrés.

Au moins 49 personnes ont été blessées à la suite d'incendies, de glissements de terrain et de chutes de pierres dans les préfectures d'Iwate, de Miyagi et d'Akita, ont indiqué les polices locales. L'agence de presse Kyodo a fait état de 72 blessés, dont cinq personnes dans un état grave.

« L'impact aurait été beaucoup plus important si l'épicentre du séisme n'avait pas été aussi profond », a indiqué Noritake Nishibe, directeur de la section séisme de l'agence météorologique, en soulignant que c'était le plus violent séisme depuis mars 2002, où un tremblement de terre de 7,2 degrés, localisé en mer entre Taïwan et la pointe sud de la chaîne d'Okinawa, avait été enregistré.

Le Japon est régulièrement touché par des secousses telluriques, dont plus d'un millier sont effectivement ressenties par la population.

En 1995, un tremblement de terre de 7,2 sur l'échelle de Richter avait fait 6400 morts et 40 000 blessés, détruisant 248 000 bâtiments à Kobe (sud).

**HYUNDAI**



### « Mon Accent est équipée comme ça se peut pas... surtout à ce prix-là! »

**ACCENT GS 2003 REDESSINÉE**

LA SOUS-COMPACTE LA PLUS VENDUE AU QUÉBEC DEUX ANNÉES CONSÉCUTIVES.\*

PRIX DE VENTE SPÉCIAL AU COMPTANT À PARTIR DE

## 10 995\$\*\*

- Moteur multisoapes de 1,5 litre • Tachymètre
- Transmission manuelle à 5 rapports • Dossiers arrière rabattables 60/40 • Glaces teintées avec bande pare-soleil au pare-brise • Deux rétroviseurs extérieurs à commandes manuelles • Porte-verre double • Et beaucoup plus.

RENSEIGNEZ-VOUS SUR LES MENSUALITÉS DE LOCATION IMBATTABLES SUR L'ACCENT GL 4 PORTES ET LA SPORTIVE GSI 3 PORTES.

**ELANTRA GL 2003 BERLINE**

- Moteur 2,0 litres à DACT • Deux coussins gonflables • Dossiers arrière rabattables 60/40 • Radio AM/FM/CD • Télécommande d'ouverture du coffre et du volet de réservoir • Porte-verre double • Volant inclinable • Et beaucoup plus

PDSF DE 15 295 \$\*\*



OU LOUEZ À PARTIR DE

**0\$** DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

**149\$** PAR MOIS/60 MOIS

COMPTANT DE 595 \$ TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS.

OU **0%** FINANCEMENT À L'ACHAT\*\*

OU **AUCUN PAIEMENT POUR UN AN** Avec financement à l'achat.†



**« Elle en offre tellement pour si peu. »**

**0\$** DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

**159\$** PAR MOIS/60 MOIS

COMPTANT DE 2055 \$ TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS.

OU **0%** FINANCEMENT À L'ACHAT\*\*

OU **AUCUN PAIEMENT POUR UN AN** Avec financement à l'achat.†

[www.hyundaiacanada.com](http://www.hyundaiacanada.com)

LE DÉVELOPPEMENT

**AUTANT POUR SI PEU**

DE HYUNDAI




**HYUNDAI**

Gagnant

PLUS PRÈS DE VOUS

Du lundi au samedi dans **La Presse**



**MONTRÉAL PLUS**

RESERVE

\*Programme de location des Services financiers Hyundai pour les véhicules neufs 2003 suivants : Accent GS 3 portes/Elantra GL; PDSF à partir de 12 395 \$/15 295 \$. Taux d'intérêt annuel de 0,90 %/0,27 %, mensualités de 149 \$/159 \$ pour 60/60 mois, sans obligation au terme du contrat de location. Coût total de location de 9535 \$/11 595 \$. Option d'achat de 3803 \$/4400 \$. Comptant de 595 \$/2055 \$, première mensualité exigée. Dépôt de sécurité de 0 \$/0 \$. Frais de transport et de préparation inclus. Toutes taxes applicables, frais d'immatriculation et frais d'acquisition de location de 350 \$ en sus. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 c par kilomètre additionnel. \*\*PDSF d'une Accent GS 3 portes 2003 achetée au comptant à partir de 10 995 \$. PDSF d'une Elantra GL 2003 à partir de 15 295 \$. Frais de transport, d'immatriculation, de préparation et toutes taxes applicables en sus des PDSF et des prix d'achat au comptant. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. †Report de paiement d'un an (365 jours) disponible pour tous les véhicules 2003 neufs et non utilisés sur financement à l'achat. Aucuns frais d'intérêt pour les 335 premiers jours à partir de la date de prise de possession du véhicule par son propriétaire. Après 335 jours, les intérêts commencent à s'accumuler et l'acheteur doit payer ensuite mensuellement le capital et les intérêts pour la période stipulée au contrat à un taux annuel de financement de 7,89 %. Le premier paiement est exigible à partir du 366<sup>e</sup> jour après la prise de possession du véhicule. La durée maximale du contrat est de 48 mois, excluant la période de report de 12 mois. Un comptant ou un véhicule offert en échange pourrait être requis. ††Taux annuel de financement à l'achat de 0 % pour tous les modèles Accent 2003, jusqu'à 48 mois pour tous les modèles Elantra 2003. Les frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers sont en sus. Exemple de financement : 10 000 \$ à un taux annuel de 0 % équivalent à des mensualités de 277,80 \$/208,33 \$ pour 36/48 mois. Coût de prêt de 0 \$/0 \$ pour une obligation totale de 10 000 \$/10 000 \$. Aucune offre de financement ou de location à l'achat au comptant de l'Accent GS offerte à prix spécial. Si l'Accent n'est pas achetée au comptant et que le financement à 0 % est l'option choisie, le taux d'intérêt effectif est de 7,95 %. Toutes les offres sont pour une durée limitée, sur approbation du crédit, et ne peuvent être combinées à aucune autre offre. Voir le concessionnaire pour les détails. ♦ Source : A.F.I.A.C., ventes de 2001 et 2002.

<p><b>Metro Hyundai</b> 5008, rue Decarie Montréal (514) 485-0001</p> <p><b>Hyundai Président</b> 4600 "B" boul. St-Jean Dollard-des-Ormeaux (514) 624-7777</p> <p><b>Usan Hyundai</b> 1625, boul. Hymus Dorval (514) 683-5702</p> <p><b>Vaudreuil Hyundai</b> 125, Aimé-Vincent Vaudreuil (450) 455-3677</p>	<p><b>Seray Auto Inc.</b> 730, boul. Périgny Chambly (514) 875-1959</p> <p><b>Longueuil Hyundai</b> 1680, boul. Marie-Victorin Longueuil (450) 670-2080</p> <p><b>Les Automobiles Clognor</b> 359, rue Laberge St-Jean-sur-Richelieu (450) 348-6817</p> <p><b>Brossard Hyundai</b> 8450, boul. Taschereau Brossard (450) 671-2225</p>	<p><b>Hyundai Casavant</b> 200, rue Johnson, Est St-Hyacinthe (450) 774-6344</p> <p><b>Hyundai Granby</b> 1196, rue Principale Granby 1-888-549-8632</p> <p><b>Hyundai de Châteauguay</b> 77, boul. St-Jean-Baptiste Châteauguay (450) 699-8555</p> <p><b>Hyundai Varennes</b> 1855, route 132 Varennes (450) 652-4979</p>	<p><b>Hyundai Valleyfield</b> 860, boul. Mgrsieur Langlois Valleyfield (450) 370-3330</p> <p><b>Desmeules Hyundai</b> 1237, boul. Des Laurentides Laval (450) 668-6393</p> <p><b>Hyundai Auto St-Jérôme</b> 1180, boul. Des Laurentides St-Jérôme (450) 432-4252</p> <p><b>Chomey Hyundai</b> 2480, boul. Curé Labelle Laval (450) 682-6000</p> <p><b>Hyundai Blainville</b> 1053, boul. Curé Labelle Blainville (450) 434-5484</p>	<p><b>Houle et Frères Hyundai</b> 290 Montée Masson Mascouche (450) 474-1110</p> <p><b>Hamel Hyundai</b> 130, rue Dubois St-Eustache (450) 974-0440</p> <p><b>Hyundai Ste-Agathe</b> 1701, Route 117 Ste-Agathe-des-Monts (819) 321-3777</p> <p><b>Performe Hyundai</b> 1453, boul. Paquette Mont-Laurier (819) 623-4844</p> <p><b>Hyundai de Lanaudière</b> 1165, rue de Lanaudière Joliette (450) 759-7669</p>	<p><b>Côteux Hyundai</b> 5235, av. Papineau Montréal (514) 521-3201</p> <p><b>Hyundai Repentigny</b> 845, rue Notre Dame Repentigny (450) 582-3182</p> <p><b>Hyundai Sorel-Tracy</b> 1864, boul. Fiset Sorel-Tracy (450) 743-1244</p> <p><b>Hyundai Gabriel</b> 125, 10<sup>e</sup> Avenue, Ouest 7020, boul. Henri-Bourassa, Est Montréal (514) 329-7777</p> <p><b>Valois Hyundai</b> 125, boul. Lemire Ouest Drummondville (819) 478-8148</p>	<p><b>Hyundai Victoriaville</b> 433, boul. Bow-Francis, Nord Victoriaville (819) 758-5775</p> <p><b>Hyundai N. Paquin Auto</b> 51, 10<sup>e</sup> Avenue, Ouest Amos (819) 732-5995</p> <p><b>Dynastie Automobile Ltée</b> 494, Avenue La Rivière Rouyn (819) 762-1741</p> <p><b>Marysyo Hyundai</b> 1940, 3<sup>e</sup> Avenue Val d'Or (819) 874-2886</p>
---	---	--	---	--	---	---

## | ÉLECTIONS LOCALES EN ITALIE |

# La droite perd la province de Rome dès le premier tour du scrutin

Agence France-Presse

ROME — La majorité de droite dirigée par le premier ministre italien Silvio Berlusconi a perdu la province de Rome dès le premier tour des élections locales partielles organisées ce week-end en Italie, a reconnu hier soir le président sortant de l'assemblée provinciale.

Douze provinces sur les 103 du pays renouvellent leur exécutif, dont huit des neuf que compte la Sicile et Rome, l'une des cinq circonscriptions de la région du Latium.

Mais la province de la capitale était considérée par tous les analystes politiques comme le symbole de cette consultation en raison de son poids électoral : 3 millions d'électeurs sur les 11 appelés à voter.

La victoire de la coalition de centre gauche, qui doit encore être confirmée par les résultats officiels définitifs, a été reconnue par Silvano Moffa, le candidat de la majorité et président sortant de l'exécutif provincial.

« La coalition de centre gauche a gagné parce qu'elle s'est élargie au parti Refondazione comunista (communiste), un choix qui posera des problèmes dans le futur », a-t-il commenté au cours d'une conférence de presse.

Les dirigeants de l'opposition ne dissimulaient pas leur satisfaction lundi soir d'avoir repris la province à la droite.

« Ces élections ont une valeur politique grosse comme une maison et sont une leçon pour ceux qui sont au pouvoir depuis deux ans », a ainsi déclaré Francesco Rutelli, le leader de l'Olivier, la coalition des partis de centre gauche.

La participation à ce scrutin a été de 66,5 %, selon les chiffres officiels fournis par le ministère de l'Intérieur.

La défaite de M. Moffa à Rome est d'abord celle de son parti, l'Alliance Nationale présidée par le vice-premier ministre Gianfranco Fini. Mais elle constitue également un sérieux revers pour M. Berlusconi.

# Les anciens officiers irakiens menacent de prendre les armes

Agence France-Presse

**BAGDAD — La colère gronde parmi les officiers de l'armée irakienne dissoute la semaine dernière par la puissance occupante américaine, qui ont été exclus du paiement des salaires des fonctionnaires et dont une centaine a manifesté hier à Bagdad.**

« Si notre situation n'est pas réglée, nous menaçons de prendre les armes », a déclaré l'un des manifestants, le colonel Ahmad Abdallah.

« Nous sommes des militaires habitués au combat et nous avons des candidats au martyre », a affirmé le lieutenant-colonel Ziad Khalaf. « Nous récupérerons par la force ce que nous avons perdu par la force », a-t-il menacé.

Vendredi, l'administrateur civil américain Paul Bremer avait annoncé la dissolution de l'armée irakienne, forte d'environ 360 000 hommes, et la reconstitution d'ici la fin de l'été d'une nouvelle force militaire débarrassée des membres de l'ancien parti au pouvoir, le Baas.

Hier, M. Bremer, a annoncé la constitution d'un groupe d'experts pour le conseiller sur les moyens d'extirper le parti Baas de la vie publique irakienne, conformément à sa décision prise il y a dix jours.

Un porte-parole de la coalition américano-britannique a précisé que les militaires toucheraient un seul paiement, à l'exception des officiers supérieurs membres du Baas.

Quant aux familles de militaires, pénalisées par cette mesure, Jay Garner a admis que la question devait être examinée.

Toutefois, a-t-il dit de façon catégorique, « aucun membre des services de renseignements et de la Garde républicaine ne recevra un sou ».

Pour le coordinateur humanitaire de l'ONU à Bagdad, Ramiro Lopes da Silva, l'épuration des baassistes de l'armée, comme de l'ensemble de la fonction publique, doit se faire « proprement et honnêtement ».

Sous l'ancien régime, beaucoup de fonctionnaires étaient obligés d'appartenir au Baas pour occuper leur poste. « Il faut agir selon la loi. Si certains ont commis des crimes, ils doivent être punis, sinon ils doivent être réhabilités », a estimé le responsable de l'ONU.

Des centaines de policiers ont ainsi protesté à Bagdad contre le limogeage de leur chef par les forces américaines pour appartenance au Baas.

À Amman, d'anciens responsables du régime irakien ont affirmé que Saddam Hussein avait été trahi par son entourage proche, des militaires de haut rang et un de ses ministres.

« Le chef de la garde républicaine Maher Soufiane al-Takriti, considéré comme l'ombre de Saddam Hussein, a donné l'ordre aux troupes de ne pas se battre lors de l'entrée des forces américaines à Bagdad le 8 avril », a précisé un de ces anciens responsables sous couvert de l'anonymat.

« Cet ordre verbal a notamment été confirmé par le chef des services de renseignements Taher Jalil al-Harbouche al-Takriti », a-t-il ajouté.

À Bagdad, le Commandement central américain (Centcom) a annoncé qu'un soldat américain avait été tué et un autre blessé à la suite d'une attaque contre leur convoi près de la ville de Hadithah, à 190 km au nord-ouest de la capitale. Quatre autres soldats ont été blessés hier lors d'une attaque à l'explosif menée par un inconnu sur l'autoroute conduisant à l'aéroport de Bagdad.

À Kiev, le Conseil de sécurité ukrainien s'est prononcé hier pour une participation des troupes ukrainiennes à la force de stabilisation internationale en Irak, une décision nécessitant l'approbation du Parlement et qui doit améliorer les relations avec Washington, selon le chef de ce Conseil.

D'autre part, l'Agence internationale pour l'énergie atomique a annoncé hier à Vienne que ses inspecteurs vont retourner en Irak d'ici la fin de la semaine.

Selon le porte-parole Mark Gwozdecky, les experts se rendront à la centrale nucléaire de Tuwaitha, la plus grande du pays, afin de vérifier si les substances radioactives y sont stockées dans des conditions de sécurité satisfaisantes. Le complexe, situé à 50 km au sud-est de Bagdad, a été pillé après la guerre en Irak.

Dans le cadre de leur nouvelle mission, les experts de l'AIEA se contenteront de vérifier que l'Irak respecte les obligations du Traité de non-prolifération nucléaire, selon Mark Gwozdecky. « Elle n'est pas liée aux inspections en désarmement. Le futur rôle des inspecteurs en désarmement de l'ONU en Irak dépend du Conseil de sécurité », a-t-il souligné.

## CORRECTION DE LA VUE AU LASER



**Pierre Demers, MD**  
Ophtalmologiste  
11 000 chirurgies

**Avi Wallerstein, MD**  
Ophtalmologiste  
20 000 chirurgies

**Mark Cohen, MD**  
Ophtalmologiste  
20 000 chirurgies

### Expérience

Notre équipe de chirurgiens de Montréal a effectué plus de **50 000 interventions au LASIK.**

### Technologie

Nous utilisons le laser Bausch & Lomb 217, ainsi que la nouvelle technologie de correction de la vue sur mesure, **Zyoptix.**

### Résultats

La majorité de nos patients bénéficient d'une vision 20/20 après la chirurgie.

## FINANCEMENT DISPONIBLE

Pour aussi peu que **32\$ par mois**

Nos frais incluent l'examen pré-opératoire, le traitement au LASIK et les suivis post-opératoires.

\*Se termine le 30 juin 2003. Certaines conditions s'appliquent. Le prix peut varier selon votre prescription. Applicable sur une chirurgie des deux yeux. Informez-vous sur notre politique de prix garanti.

À partir de **590\$** /oeil\*

DES SOINS DE QUALITÉ

À UN PRIX ABORDABLE

**(514) 845-1515**

1250 boul. René-Lévesque Ouest

Bonaventure

Montréal Toronto Mississauga Niagara Falls

1-866-366-2020 • www.lasikmd.ca

3137559A



LA VOLVO S60

PERFORMANCE EN PUISSANCE. LA VOLVO S60 2004.

**VOLVO**

pour la vie

BIEN ÉQUIPÉE À PARTIR DE

**479\$\***

/MOIS 48 MOIS

**S60 2.5T 2004 CARACTÉRISTIQUES DE SÉRIE AVEC GROUPE PREMIUM**

BOÎTE DE VITESSE AUTOMATIQUE À 5 RAPPORTS • ROUES EN ALLIAGE DE 16 PO • MOTEUR TURBO 2,5 L DE 208CH. • SYSTÈME DE CLIMATISATION ÉLECTRONIQUE À DEUX ZONES • TOIT OUVRANT TÉLÉCOMMANDE • SIÈGE DU CONDUCTEUR À RÉGLAGE ÉLECTRIQUE • SIÈGES CHAUFFANTS À DEUX RÉGLAGES • DÉVERROUILLAGE DES PORTES TÉLÉCOMMANDE • CHAÎNE STÉRÉO HAUT DE GAMME AVEC LECTEUR CD ENCASTRÉ • MIROIRS LATÉRAUX AVEC MÉMOIRE • REVÊTEMENT DES SIÈGES EN CUIR • SIÈGE DU PASSAGER À RÉGLAGE ÉLECTRIQUE • HOMELINK • INCRUSTATIONS À EFFET BOIS • RÉTROVISEUR À GRADATION AUTOMATIQUE • UN ARSENAL DE CARACTÉRISTIQUES DE SÉCURITÉ PROPRES À VOLVO

**JOHN SCOTTI AUTO LTÉE**  
4315, boul. Métropolitain Est  
Saint-Léonard (514) 725-9394

**VOLVO LAVAL**  
1436, boul. St-Martin Ouest  
Laval (450) 667-4960

**FRANKE VOLVO**  
180, rue Principale  
Sainte-Agathe (819) 326-4775

**AUTOMOBILES CHICOINE INC.**  
855, rue Johnson, Saint-Hyacinthe  
(450) 771-2305

**VOLVO DE BROSSARD**  
9405, boul. Taschereau  
Brossard (450) 659-6688

**UPTOWN VOLVO**  
4900, rue Paré  
Montréal (514) 737-6666

**VOLVO POINTE-CLAIRE**  
15, Auto Plaza, Pointe-Claire (514)  
630-3666

\*Le PDSF pour la S60 2.5T 2004 est de 41 495 \$. Offre d'une durée limitée consentie uniquement aux clients admissibles par les concessionnaires Volvo participants et les Services financiers d'Automobiles Volvo du Canada, sur approbation du crédit. Exemple de crédit-bail pour une S60 2.5T 2004 avec groupe premium PDSF 44 495 \$ : 479 \$ par mois, terme de 48 mois, acompte de 4 895 \$. Total des mensualités : 22 992 \$. Prix d'achat à la fin du bail : 23 979,85 \$. Votre mensualité peut varier selon les équipements optionnels choisis. Première mensualité et dépôt de garantie de 600 \$ payables à la livraison. Allocation de 20 000 km par an (0,08 \$ du km excédentaire). Taux d'intérêt annuel de 5,8 % à la location. Frais de transport et de livraison (1 150 \$), taxes, immatriculation, assurance, redévance PPSA et frais du concessionnaire en sus. Le concessionnaire peut vendre/louer à un prix inférieur. Offre valide jusqu'au 30 juin 2003. Certaines conditions s'appliquent. Votre concessionnaire Volvo vous donnera tous les détails. © 2003 Automobiles Volvo du Canada Ltée. \* Volvo pour la vie® est une marque déposée utilisée sous licence par Automobiles Volvo du Canada Ltée. Pensez à toujours boucler votre ceinture de sécurité. Visitez le site www.volvocanada.com.

3138079A

**Vous avez besoin de plus de temps pour vous rendre au téléphone ?**

**Il suffit de composer \*94 pour augmenter le nombre de sonneries lié à votre service TéléRéponse.**



Et bien simple.

3145321A

**FLOWING LINES**  
Pr KAUFMANN  
de SUISSÉ

**MAINTENANT OUVERT**  
785 AVENUE MADISON NY, NY

Bague en diamants pour partager votre plaisir.  
Prix à partir de 1 600 \$

**KAUFMANN de SUISSÉ**  
DEPUIS 1914

MONTREAL 2193 CRESCENT (514) 846-0295  
PALM BEACH, FLORIDA 210 WORTH AVENUE (888) 232-0800  
NEW YORK 785 MADISON AVENUE (212) 243-5700

www.kaufmanndesuisse.com

Partenaire PATEK PHILIPPE  
3140575

| PROCHE-ORIENT |

# Bush participe à la relance du processus de paix

JOONEED KHAN

DANS LA FOULÉE de l'approbation de la « feuille de route » par le gouvernement Sharon, Américains, Israéliens et Arabes évoquaient hier l'éventualité de deux sommets dès la semaine prochaine autour du président américain George W. Bush au Proche-Orient pour relancer le « processus de paix » israélo-palestinien.

Bush ferait des arrêts à Aqaba, en Jordanie, et à Charm el-Cheikh, en Égypte, après avoir participé au Sommet du G8 à Évian, en France, et visité Varsovie et Saint-Petersbourg.

À Aqaba, il rencontrerait le premier ministre israélien Ariel Sharon et son homologue palestinien Mahmoud Abbas pour discuter de la mise en application de la feuille de route qui doit mener à un État palestinien indépendant en 2005.

À Charm el-Cheikh, il s'entre-tiendrait avec les dirigeants égyptiens, saoudiens et jordaniens, en compagnie d'Abbas, toujours de la suite à donner à la feuille de route élaborée conjointement par les États-Unis, l'Europe, la Russie et l'ONU.

Le double sommet prévu au Proche-Orient obéit à sa propre feuille de route : l'Égypte a signé un traité de paix avec Israël, mais ne souhai-

terait pas à recevoir Sharon à ce stade-ci ; et les Arabes se concertent entre eux en Égypte, car les Saoudiens n'ont pas encore fait la paix avec Israël.

« L'approbation de la feuille de route par Israël est une grosse affaire, mais la volonté du président Bush de s'engager enfin dans le processus de paix est une plus grosse affaire encore », a estimé dimanche à la télévision le sénateur républicain Richard Lugar, influent président du Comité des relations étrangères du Sénat.

Ce serait la première fois depuis son entrée à la Maison-Blanche en janvier 2001 que Bush s'engagerait ainsi, personnellement, dans le dossier. Son porte-parole Ari Fleischer a souligné toutefois que Bush « n'entend pas se mêler des détails ».

Détails cruciaux pourtant, qui peuvent facilement saboter la feuille de route.

Par exemple, avant de proposer dimanche l'approbation de la feuille de route, Sharon a fait adopter à 16 voix contre une le rejet du droit de retour des Palestiniens (qui sont 3,7 millions aujourd'hui) chassés de leur foyer en 1947. La feuille de route n'évoque pas leur « droit au retour », mais parle d'un règlement « juste, équitable et réaliste ». Le plan prévoit aborder cette question dans la Phase-3 seulement, en 2004-2005.

Comme d'ailleurs la question de Jérusalem. Or le ministre israélien de la Santé Tzahi Hanegbi a laissé entendre que son gouvernement pourrait permettre bientôt aux fidèles juifs de prier sur l'Esplanade des mosquées à Jérusalem, troisième lieu saint de l'islam. Quelque 5000 Palestiniens ont manifesté hier à Naplouse en se déclarant « prêts à nous transformer en martyrs pour défendre Al-Aqsa ».

Le vote du cabinet israélien sur la feuille de route elle-même est intervenu au bout de six heures de débats houleux. Douze des 23 membres du cabinet ont voté pour, sept ont voté contre, et quatre, dont l'ancien premier ministre Benjamin Netanyahu, grand rival de Sharon, se sont abstenus.

Sharon s'est expliqué hier au quotidien *Yediot Ahronot* : « je vois la feuille de route comme un moindre mal » ; « je suis un sioniste pragmatique et je ne pense pas qu'Israël peut maintenir 3,5 millions de Palestiniens sous occupation pour toujours » ; « le temps est venu de diviser ce lopin de terre entre nous et les Palestiniens ». Il n'a pas dit combien il entendait céder ; les Territoires occupés en 1967 (Cisjordanie, Gaza et Jérusalem est) sont seulement 22 % de la Palestine historique, que les colonies juives continuent de grignoter.



Photo REUTERS

**Le président Bush rencontrera le premier ministre israélien Ariel Sharon (photo) pour discuter de la mise en application de la feuille de route qui doit mener à un État palestinien indépendant en 2005.**

En approuvant la feuille de route, le cabinet israélien lui a aussi annexé 14 « réserves » que l'administration Bush s'est engagé à examiner « pleinement ». « Ce plan de paix n'est pas négociable », insistent pourtant les Palestiniens.

« Je ne pense pas que la feuille de route soit un bon document, mais nous devons choisir nos batailles avec les États-Unis, et ce n'est pas le bon moment », a déclaré le ministre Ehud Olmert, du Likoud, à la radio israélienne.

Si bien que les réactions à l'approbation israélienne vont de l'optimisme mesuré en Europe à l'attentisme prudent dans les pays arabes. « La feuille de route doit être appliquée », a déclaré hier le représentant de l'UE Javier Solana à la rencontre de Crète entre l'Europe et les pays méditerranéens. Israël a fait « un petit pas », a dit Amr Moussa, secrétaire général de la Ligue arabe, « le test viendra avec l'application du plan ».

Sur le terrain, des soldats israéliens ont tué hier deux Palestiniens, un homme infiltré dans le sud d'Israël depuis la bande de Gaza, et un enfant de 11 ans dans le village de Karawa Beni Zeid, près de Ramallah. Les militaires ont aussi tiré sur la voiture du représentant de Suisse près de l'Autorité palestinienne dans la bande de Gaza. Et le premier ministre Sharon a refusé de recevoir le chef de la diplomatie française, Dominique de Villepin, après que celui-ci eut rencontré hier le président palestinien Yasser Arafat.

Avec AFP, AP, BBC et New York Times

## DERNIÈRE SEMAINE À L'AFFICHE

première mensualité **0 \$\***  
location 48 mois  
dépôt de sécurité **0 \$\***  
ou premier versement **0 \$†**  
financement à l'achat 60 mois

Sur toutes les Echo 2003 et Camry 2003 en stock.  
Jusqu'au 31 mai 2003.



Echo  
**159 \$**  
par mois / location 60 mois\*  
Transport et préparation inclus  
Comptant de 2 079 \$  
Mensualité de 197,97 \$  
avec 0 \$ de comptant  
**prix ACCÈS**  
À partir de  
**13 992 \$\***

Corolla  
**199 \$**  
**0 \$** dépôt de sécurité  
par mois / location 48 mois\*  
Transport et préparation inclus  
Comptant de 1 684 \$  
Option 0 \$ comptant  
également disponible à la location  
**prix ACCÈS**  
À partir de  
**15 247 \$\***



Camry LE  
**249 \$**  
par mois / location 48 mois\*  
Transport et préparation inclus  
Comptant de 5 094 \$  
Option 0 \$ comptant  
également disponible à la location  
**prix ACCÈS**  
À partir de  
**24 497 \$\***



# FIN

Votre nouvelle Toyota ne part jamais sans un plein réservoir d'essence, l'assistance routière et des tapis protecteurs.

Votre concessionnaire [www.acces.toyota.ca](http://www.acces.toyota.ca)

TOYOTA  
un coup de cœur sans fin



3137927A



**TOYOTA SERVICES FINANCIERS** Programmes de location au détail et de financement à l'achat de Toyota Canada inc. Sur approbation de crédit par Toyota Services Financiers. \*Offres de location au détail valables sur les modèles Echo 2003 (BT123M AA), Corolla 2003 (BR32EM AA) et Camry LE 2003 (BE32KP AA) neufs en stock. Première mensualité de 0 \$ sur tous les modèles Echo 2003 et Camry 2003 neufs en stock, sur des termes de location de 48 mois et plus (Echo 60 mois et plus). Dans l'éventualité qu'un client désire avoir un terme de location moindre que 48 mois (Echo moindre que 60 mois), un rabais représentant le coût d'une mensualité basée sur un terme de 48 mois (Echo 60 mois) sera accordé. Première mensualité de 229,90 \$ pour la Corolla 2003 (BR32EM AA), taxes incluses et offre de 0 \$ dépôt de sécurité sur tous les modèles Echo, Corolla et Camry 2003 neufs en stock à la location, exigibles au moment de la livraison. Franchise annuelle de 24 000 km. Frais de 7¢ (Echo et Corolla) et 10¢ (Camry LE) du kilomètre excédentaire. Immatriculation, assurances et taxes en sus. †l'offre premier versement de 0 \$ s'applique au financement à l'achat des modèles Echo 2003 et Camry 2003 neufs en stock, sur des termes de financement de 60 mois et plus. Dans l'éventualité qu'un client désire avoir un terme de financement moindre que 60 mois, un rabais représentant le coût d'un versement basé sur un terme de 60 mois sera accordé. L'immatriculation, les frais de transport, la préparation, l'enregistrement (y compris RDPRM), les frais d'administration, l'assurance et les taxes sont en sus. \*Prix Accès pour les modèles Echo 2003 (BT123M AA), Corolla 2003 (BR32EM AA) et Camry LE 2003 (BE32KP AA) neufs en stock. Les prix Accès indiqués dans cette publicité sont en vigueur pour le mois de mai 2003 et sont établis par les concessionnaires Accès Toyota pour les concessionnaires participants de la région de Montréal. L'immatriculation, les frais de transport, la préparation, l'enregistrement (y compris RDPRM), les frais d'administration, l'assurance et les taxes sont en sus. Composez le 1 888 Toyota-8 ou visitez [www.acces.toyota.ca](http://www.acces.toyota.ca). Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. \*\*Le rabais aux diplômés (jusqu'à 1 000 \$ de remise) peut différer selon le modèle. Photos à titre indicatif seulement. Les offres se terminent le 31 mai 2003. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant.

3138047

# Forum

## La Presse

ANDRÉ DESMARIS > Président du conseil d'administration

GUY CREVIER > Président et éditeur

PHILIPPE CANTIN > Vice-président à l'information et éditeur adjoint

ÉRIC TROTTIER > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

## La bouffe manipulée



MICHÈLE OUIMET

michele.ouimet@lapresse.ca

Nous publions ici le dernier de notre série d'éditoriaux portant sur les problèmes reliés à notre alimentation.

Vache folle, OGM, antibiotiques, hormones, irradiation, notre assiette est dans tous ses états. Et les Québécois, perplexes, ne savent plus où donner de la tête.

La prise de conscience a débuté dans les années 1990 avec les scandales alimentaires qui ont secoué l'Europe. Horrifiés, les consommateurs ont vu à la télévision des vaches atteintes de l'encéphalopathie spongiforme bovine, des moutons foudroyés par la tremblante, des poulets contaminés à la dioxine et des troupeaux entiers victimes de la fièvre aphteuse. Incrédules, ils ont vu des milliers de bêtes se faire abattre ou brûler. Et l'apparition des organismes génétiquement modifiés (OGM) n'a fait que compliquer un portrait déjà passablement troublant.

Ébranlés dans leurs certitudes tranquilles, les Québécois ont fait une croix sur l'image bucolique du cultivateur qui se promène dans son champ en lançant une poignée de semences ou sur celle des poules qui caquètent dans une basse-cour en picorant des grains. Aujourd'hui, il n'y en a que pour les boeufs engraisés aux anabolisants et les mégapoulaillers avec lumière, nourriture et antibiotiques soigneusement contrôlés.

Notre assiette est-elle une bombe à retardement? Les scientifiques jouent-ils aux apprentis sorciers en bricolant les gènes des plantes, en modifiant génétiquement les saumons pour qu'ils grandissent plus vite et en bourrant les animaux d'antibiotiques pour prévenir les maladies?

Beaucoup de mythes et de contradictions entourent ces questions. Difficile d'y voir clair dans ces débats où même les scientifiques se crèpent le chignon.

Tout n'est pas à mettre à la poubelle. Bien au contraire. Commençons par les OGM, que plusieurs

craignent comme la peste et qualifient de nourriture Frankenstein. Même si les organismes génétiquement modifiés soulèvent des inquiétudes réelles, ils recèlent un extraordinaire potentiel qu'il serait fou de balayer.

En manipulant les gènes, une plante peut devenir plus résistante aux insectes ou à la sécheresse et le riz peut contenir davantage de vitamine A. Comment dire non à ces produits qui peuvent donner un solide coup de pouce aux pays du tiers-monde alors que toutes les recherches indiquent qu'il n'y a pas de danger pour la santé? Même l'Europe, farouchement anti-OGM, se prépare à lever son moratoire sur les produits transgéniques en attendant qu'ils soient clairement identifiés.

Par contre, les recherches sur les animaux génétiquement modifiés, qui n'ont pas encore franchi l'étape du laboratoire, sont plus problématiques. Le saumon « bricolé », par exemple, atteint sa taille adulte en un an plutôt qu'en quatre. Au début, cette croissance phénoménale a créé des difformités. Pas étonnant que les gens se méfient de ces poissons « Frankenfish ».

Toutefois, la manipulation génétique des animaux ouvre des portes intéressantes. Des chercheurs de l'Université Guelph en Ontario planchent sur des porcs transgéniques qui seraient plus « propres », donc moins polluants.

Les consommateurs refusent de voir leurs contradictions. Ils recherchent des tomates parfaites, mais ils contestent l'utilisation des pesticides et des engrais chimiques; ils veulent croquer un steak tendre et juteux, mais ils rejettent les antibiotiques et les hormones de croissance; ils exigent de la nourriture sans salmonelle et sans bactérie E-Coli, mais ils disent non à l'irradiation des aliments, une technique reconnue sans danger.

Il n'y a pas si longtemps, les gens mangeaient de la viande dure, parfois infestée de parasites et de vers, et des fruits piqués.

Avec la crise de la vache folle, jamais les contrôles n'ont été aussi nécessaires. Les gouvernements et les chercheurs doivent comprendre que les consommateurs ne sont pas des cobayes. Et les consommateurs doivent accepter les conséquences de leurs choix.

## Le désordre du printemps



ANDRÉ PRATTE

apratte@lapresse.ca

Le nouveau gouvernement Charrest a entrepris une sorte de ménage du printemps à Québec; paradoxalement, jusqu'ici, il se dégage des décisions prises, des déclarations faites et des rumeurs lancées une image de grand désordre. Le chef de l'opposition, Bernard Landry, n'avait pas tort de dire vendredi que tout ce qu'ont fait les libéraux depuis la formation du Conseil des ministres, c'est « couper, détruire, démolir ». Du moins, c'est la perception que les citoyens en ont.

L'impression d'improvisation s'explique en partie par la complexité de la tâche et par l'inexpérience. Il y a aussi la façon dont les médias traitent le moindre semblant de début de déclaration sortant de la bouche d'un nouveau ministre. N'empêche, il est temps que le premier ministre mette un peu d'ordre dans tout ça.

En quoi est-il utile, par exemple, d'évoquer l'arrêt des travaux de prolongement du métro à Laval? Dépassements de coûts ou pas, cette hypothèse est tout simplement farfelue. Libéraux et péquistes ont moult fois affirmé que ce projet devait être réalisé. Après des années de tergiversations, la décision a finalement été prise, des dizaines de millions ont été engagés, les travaux sont bien amorcés. La question ne se pose même pas: il faut terminer l'ouvrage.

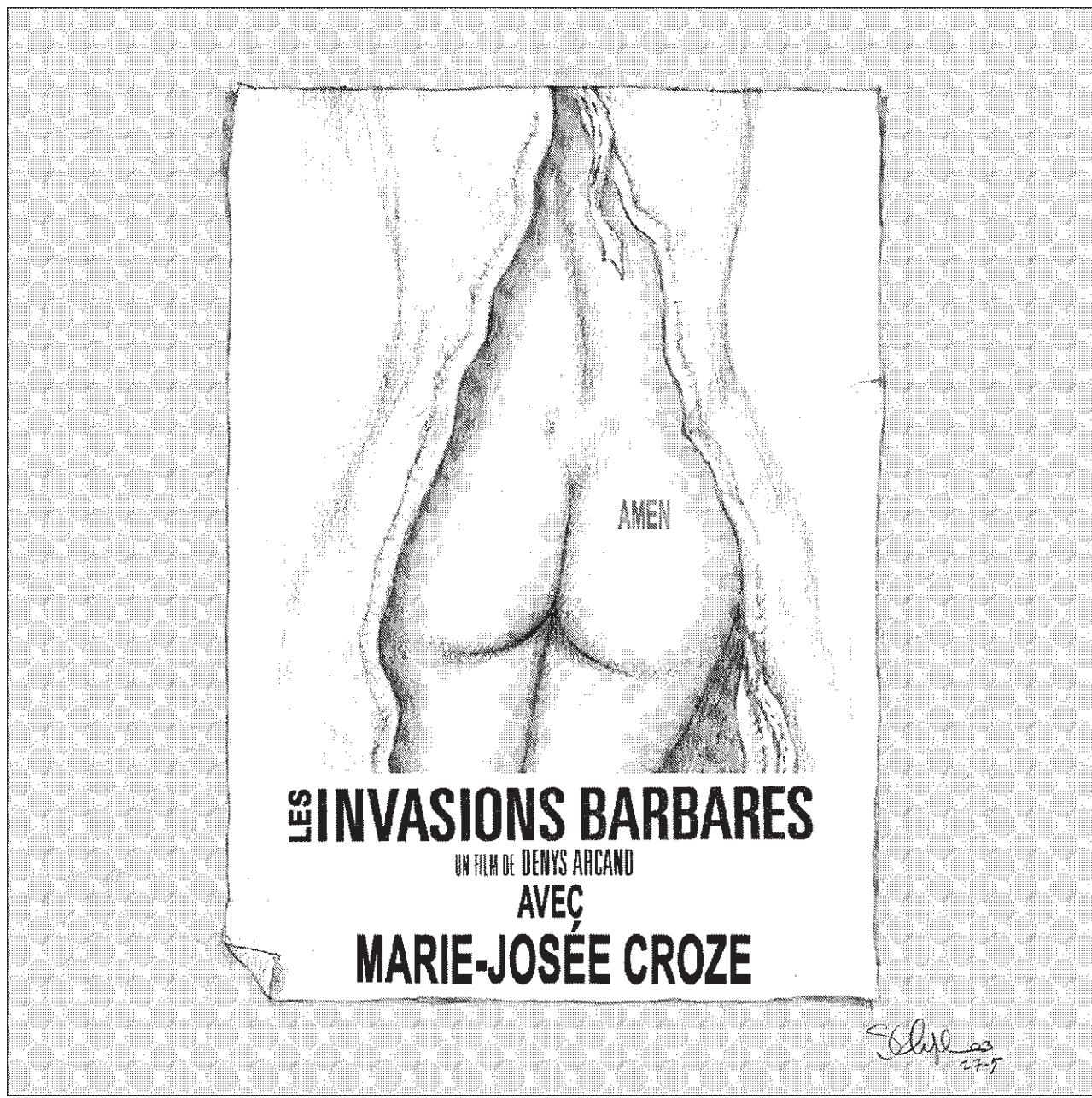
De même on ne voit pas tellement pourquoi le gouvernement a senti le besoin de faire savoir que

tous les projets d'investissements approuvés au cours des derniers mois de l'administration précédente étaient en cours de révision. M. Landry l'a bien dit vendredi dernier: il serait préférable, à la fois pour les personnes et les régions concernées, mais aussi pour la perception de cohérence de l'action gouvernementale, qu'on se contente d'annoncer les décisions lorsqu'elles auront été prises. À moins qu'il s'agisse de ballons d'essai?

Pour l'instant, les gestes faits donnent l'impression que les libéraux sont surtout occupés à défaire tout ce que les péquistes ont construit. Est-ce la seule motivation à l'oeuvre ici, remplacer un régime péquiste par un régime libéral?

Les rumeurs de compressions massives dans les budgets gouvernementaux suscitent également beaucoup d'inquiétude. On comprend que les libéraux ont hérité d'une situation financière difficile. Mais ici aussi, la cohérence et la mesure sont essentielles. Les libéraux ont promis de « réinventer » l'État québécois, pas de le passer à la déchiqueteuse. Un changement d'une telle ampleur nécessite une réflexion, puis un plan, pour lequel il faut obtenir l'adhésion de la population. Sans cet appui, les citoyens ne verront que les effets négatifs des compressions et ne tarderont pas à se révolter. C'en sera fait de la « réinvention ».

Le premier ministre doit siffler la fin de la récréation. Nous espérons qu'il profitera du discours inaugural, la semaine prochaine, pour expliquer quelle sorte de gouvernement il veut construire, et comment il s'y prendra pour y arriver. D'ici là, comme nous l'avons déjà suggéré, les membres du gouvernement devraient faire leurs devoirs et se tenir loin des micros.



Serge.Chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

## LA BOÎTE AUX LETTRES

### Un beau moment de télé

QUEL BEAU moment de télévision Christiane Charette nous a fait vivre! Annoncer en direct à Marie-Josée Croze qu'elle venait de remporter la Palme d'or d'interprétation féminine relevait d'une grande prémonition. La spontanéité de Mme Croze démontre la surprise, l'incrédulité, le scepticisme, voire la stupéfaction qui l'habitait au moment où Philippe Noiret annonçait sa victoire à Cannes alors qu'elle était en studio à Montréal. Félicitations à Marie-Josée pour la sobriété du triomphe, elle qui eût sans doute souhaité se retrouver avec les siens plutôt que d'attendre hébété la fin interminable de l'émission!

SYLVIE COSGROVE  
Lachute

### Un exemple

J'AI APPRIS en direct (en regardant Christiane Charette à la SRC dimanche après-midi) la belle nomination de Marie-Josée Croze. Quel plaisir, mais aussi quelle désolation de voir Marie-Josée à Montréal plutôt qu'à Cannes! Comment ne pas avoir trouvé le budget nécessaire pour garder nos vedettes de ce festival à Cannes jusqu'à la fin?

C'est la même chose aux Jeux olympiques. Nos représentants vont réaliser leur rêve, mais il n'y a personne pour les appuyer.

Bien sûr, les politiciens vont récupérer rapidement l'événement. Mais à quand un gouvernement qui misera sur nos élites (sportives, artistiques, scientifiques) pour offrir des modèles de dépassement à notre jeunesse?

Combien de jeunes voudront imiter Marie-Josée Croze? Combien de jeunes ont été

influencés par Marc Gagnon, par Gaétan Boucher, par Sylvie Fréchette? Combien de jeunes seront influencés par Jean Charest, par Jean Chrétien?

DONALD LABERGE  
Châteauguay

### La foire aux interdits

IL Y A UN grand espace vague dans la cour à la garderie de ma fille. Les balançoires ont été enlevées. La raison: elles ne remplissaient plus les normes de sécurité. Pourtant, depuis 25 ans, comme dans toutes les cours d'écoles et de garderies qui se respectent, elles se sont fait aller entre ciel et terre emportant des centaines de popotins joyeux. Ces plus dignes représentantes de l'enfance sont dorénavant qualifiées de dangereuses.

Après les écharpes qui permettent de se pendre ou d'égorger un(e) ami(e), la nourriture extérieure potentiellement mortelle, les portes (à l'entrée, aux étages) avec codes obligatoires pour les ouvrir parce que les fous rôdent partout et j'en passe parce que je suis dépassée, jusqu'où ira cette ridicule prévoyance?

Ras le bol de toutes ces mesures préventives qui n'empêcheront jamais l'exception de se manifester. Ce sont ceux qui sortent les balançoires des cours de récréation qui sont dangereux. À croire qu'il leur est dorénavant interdit de penser. Comme le disait Anatole France: « La mère des idiots est toujours enceinte. »

CHANTAL MARQUIS

### VDFR: Montréal doit suivre

LE FAMEUX virage à droite au feu rouge, que certains croyaient

que nous étions incapables d'exécuter sans qu'un piéton ou un cycliste ne soit exécuté, ne s'est pas révélée la catastrophe annoncée. Vérifiez et vous verrez que ce n'est pas l'hécatombe sur nos coins de rues. Les gens s'habituent. Chacun se doit d'être prudent et de prendre soin de sa sécurité en étant prévoyant et attentif. Malgré tout, il y aura toujours des accidents.

Le virage à droite sur feu rouge ressemble un peu à une « obligation de cédez le passage ». À plusieurs intersections de Montréal, la voie de droite bifurque pour aller rejoindre la rue transversale avec l'obligation de céder le passage au trafic qui s'y trouve. C'est l'équivalent d'un virage sur feu rouge (exemple: Pie-IX direction nord en arrivant au boulevard Rosemont).

Si la preuve est faite que sommes capables, comme le restant de l'Amérique, de virer à droite au feu rouge, je ne comprend pas pourquoi on continue de l'interdire partout et en tout temps dans toute l'île de Montréal. Les représentants de la Ville ont déclaré qu'il faudrait un an et demi pour mettre en place une réglementation qui, si j'ai bien compris, n'existe pas encore. La volonté politique est plutôt absente à Montréal. Ça ne prend pas un an et demi pour accrocher quelque panneau. Est-ce que nos élus comptent sur la défusion pour se garder d'agir ou est-ce qu'ils espèrent que notre nouveau gouvernement provincial continuera sur sa lancée révisionniste (c'est le moins qu'on puisse dire) et qu'il sabrera la loi du virage à droite?

SYLVAIN LAUERRE  
Montréal

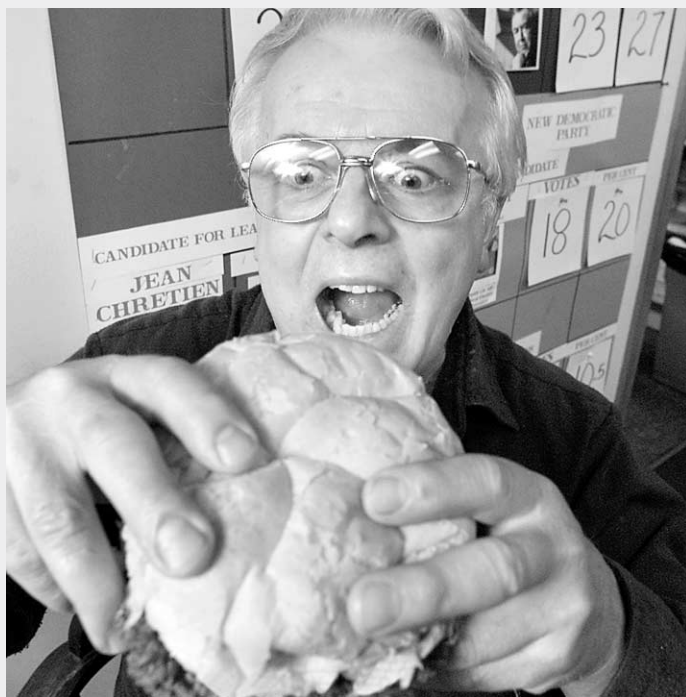
Vous voulez nous écrire?  
forum@lapresse.ca

## APPEL À TOUS

# Le casse-tête de la bouffe?

On ne sait plus quoi manger. On ne sait plus si la nourriture que l'on mange est saine. Pour maigrir ou pour rester en santé, bien se nourrir est devenu un véritable casse-tête. Comment considérez-vous la nourriture aujourd'hui? Quelle sera l'alimentation de l'avenir? Êtes-vous vraiment assurés de la qualité des aliments que vous achetez? Éprouvez-vous des craintes à l'égard de l'intervention de la science en nutrition? Autant de questions — et bien d'autres — qui vous tracassent sans doute. Faites-nous part de votre opinion à l'intérieur de courts textes, idéalement entre 200 et 300 mots. Nous en publierons une sélection au cours des prochains jours.

Notre adresse:  
forum@lapresse.ca



## Forum

## L'Afrique éclipsée ?

Jacques Chirac a promis que le sommet d'Évian sera celui de la mise en oeuvre du plan d'action pour l'Afrique adopté au Canada l'an dernier



JOCELYN COULON  
L'auteur est directeur du Campus de Montréal du Centre Pearson pour le maintien de la paix.

L'AFRIQUE sera-t-elle éclipsée lors du sommet du G8 qui s'ouvre en fin de semaine prochaine à Évian, en France ? On serait tenté de dire oui tant l'actualité internationale impose ses priorités aux décideurs.

À Gênes en 2001 et à Kananakis l'an dernier, les émeutes antimondialisation et la mise à l'écart de Yasser Arafat par les Américains avaient occupé l'agenda, du moins celui des médias. Cette année, certains estiment que la lutte contre le terrorisme, les négociations au Proche-Orient et la reconstruction de l'Irak risquent une fois de plus de porter ombrage au continent africain.

## Le rôle de la France

Tout cela est possible. Pourtant, voyons les choses autrement. Le G8 est le club des grands pays industrialisés, et lorsque ces pays se réunissent, ils se penchent nécessairement sur leurs problèmes immédiats. La paix au Proche-Orient et en Irak, les négociations commerciales, l'ouverture des marchés, le terrorisme les touchent directement et sont des questions mondiales nécessitant une attention particulière. Ce qui ne veut pas dire que le G8 ignore le reste, l'Afrique en particulier. Après tout, il y a trois ans à peine, les leaders africains n'étaient même pas conviés au sommet. À Évian, ils y seront pour la troisième fois, et leur participation est maintenant bien inscrite au programme de ce grand rituel des relations internationales.

L'Afrique n'est donc plus oubliée et le sera encore moins à Évian. En effet, la France est la seule grande puissance à entretenir des liens étroits, multiples et privilégiés avec le continent africain à travers ses relations bilatérales, la francophonie et le sommet annuel franco-africain. Paris a invité six chefs d'États africains en plus d'ouvrir, et c'est exceptionnel, le sommet du G8 aux leaders de Chine, de l'Inde, du Brésil et du Mexique.

Cette année, la France entend bien placer l'Afrique en tête des sujets de discussions, comme l'a de nouveau souligné Jacques Chirac dans un discours jeudi. Le président de la France a promis que ce sommet du G8 serait celui de la mise en oeuvre du plan d'action pour l'Afrique adopté au Canada l'an dernier. D'importantes décisions seront prises, a-t-il dit, concernant la lutte contre la famine, l'accès à l'eau potable, la préparation d'une force africaine de maintien de la paix, la mobilisation de ressources publiques et privées au service de la croissance et des infrastructures, la lutte contre la corruption et, enfin, la lutte contre les grandes pandémies, comme le sida, le paludisme et la tuberculose.

## Des décisions attendues

Et des décisions, l'Afrique en attend car, faut-il le rappeler, le tableau n'est pas joli. Sur le plan sécuritaire, le continent n'est pas à l'abri du terrorisme, comme viennent de le rappeler les attentats de Casablanca et les menaces qui planent sur le Kenya. Mais plus encore, la guerre, qui ravage déjà de vastes territoires, en menace d'autres. Une ONG sénégalaise, la Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, rappelait la semaine dernière que 19 pays présentent les « signes annonciateurs » de crises ou sont engagés dans des processus de rétablissement de la paix très « fragiles ».



Cette femme transportant sur sa tête tout ce qu'elle possède passe devant un soldat uruguayen de l'ONU à Bunia, au Congo, où des milliers de personnes ont été chassées de leur domicile en raison de conflits interethniques.

D'importantes décisions seront prises concernant la lutte contre la famine, l'accès à l'eau potable et la préparation d'une force africaine de maintien de la paix.

Selon l'ONG, toute l'Afrique de l'Ouest est la « zone la plus risquée » du continent africain.

Sur le plan social, quelque 300 millions d'Africains, la moitié de la population du continent, vivent dans la plus grande pauvreté. Le sida touche 23 millions de personnes. Plus de 50 millions d'enfants ne vont pas à l'école. Quatorze pays souffrent d'une pénurie d'eau, et le tiers de toutes les terres cultivées et des pâturages risque d'être perdu à jamais.

Enfin, sur le plan économique, si quelques pays connaissent des taux de croissance respectable ou sont bien intégrés dans le commerce mondial, l'immense majorité d'entre eux peine à sortir du sous-développement. Les données publiées récemment par l'Organisation mondiale du commerce montrent l'ampleur de la situation. Les exportations africaines ne se sont accrues que de 1 % contre 4 % en moyenne au niveau mondial et 9 % pour les pays en développement. En 10 ans, la part de l'Afrique dans le commerce mondial est passée de 4 à 2 %. Plus cruellement, les pays occidentaux tardent à ouvrir leur marché aux matières premières et aux produits agricoles africains dont l'exploitation fait vivre des dizaines de millions d'individus. En fait, certains secteurs, comme la culture du coton, sont menacés à cause des famineuses subventions accordées aux producteurs occidentaux par leurs gouvernements.

## Maintien de la paix

Il faut le rappeler, les pays occidentaux agissent. Les missions de maintien de la paix se multiplient en Afrique et, dans quelques jours, la France, mais aussi le Canada, la Grande-Bretagne et d'autres s'apprêtent à intervenir au Congo, où sévit le plus important conflit du continent. De nouvelles ressources sont débloquées pour la lutte contre le sida. En septembre, lors d'un sommet à Cancun au Mexique, l'OMC promet d'agir pour favoriser les exportations africaines. Les Africains aussi agissent. Ils commencent à mettre en oeuvre les éléments de leur ambitieux projet, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), adopté l'an dernier à Kananakis, et qui consiste à créer les conditions d'attrait, d'accueil et d'engagement permettant au continent et aux pays développés d'établir un véritable partenariat.

Tout indique que le sommet d'Évian sera le sommet de l'Afrique et, plus largement, celui des pays en développement. Maintenant que la crise entre Occidentaux sur l'Irak a été atténuée par l'adoption jeudi d'une résolution au Conseil de sécurité de l'ONU et que « la feuille de route » sur l'établissement d'une paix durable au Proche-Orient occupe Israéliens et Palestiniens, les dirigeants du G8 ne devraient pas manquer de concentrer une partie de leur attention sur l'Afrique.

## LYSIANE GAGNON

lgagnon@lapresse.ca



## Pas de Palme ? Pas si grave !

Pas de Palme d'or pour *Les Invasions barbares* ? Ce n'est pas grave. Comme le critique du *Parisien* l'avait prédit, « à Cannes, où il vaut mieux s'adresser au cortex qu'au coeur, ces *Invasions barbares* seront passées à la moulinette, mais le public lui fera un triomphe ».

En fait, loin d'être passées à la moulinette, les *Invasions* s'en sont fort bien tirées : meilleur scénario, meilleure actrice, cela se place drôlement bien dans les annonces... Si la rumeur publique et les sondages locaux n'avaient pas fait monter les attentes en lui prédisant la Palme d'or, personne n'aurait été si déçu du verdict du jury.

■ ■ ■

Le problème n'est pas qu'Arcand n'ait pas gagné sur toute la ligne, c'est que la Palme soit allée à une oeuvre qui ne la méritait peut-être pas. Je dis cela, bien sûr, sans avoir vu les films primés, mais les indications dont on dispose soulèvent des points d'interrogation.

On aurait couronné *Dogville* de Lars von Trier, cela aurait paru normal. J'ai adoré *Europa* et *Breaking the Waves*, j'ai détesté *Dancer in the Dark*, mais je comprends que d'autres aient crié au génie. De toute façon, Lars von Trier en est un. On lui aurait donné la Palme d'or pour la deuxième fois en trois ans que personne ne s'en serait étonné.

Mais *Elephant* ? J'ai bien hâte de voir si ce film méritait les grands honneurs (à la fois la Palme d'or et la meilleure mise en scène !), ou s'il a été primé pour des raisons surtout idéologiques.

Il s'agit d'un autre commentaire sur la tuerie du Columbine High School, un peu dans la ligne du brulôt farci de faussetés de Michael Moore. (Richard Martineau, dans *Voir*, a bien décrit la série d'erreurs, toutes commises de mauvaise foi, de ce soi-disant documentaire dont la véracité est inversement proportionnelle aux applaudissements qu'il a recueillis.)

*Elephant* a pu plaire aux intellectuels du jury cannois, parce qu'il constitue une critique féroce des États-Unis, pays fondamentalement violent, où l'on règle ses problèmes par les armes, etc.

C'est le genre de thèse dont bien des gens sont friands, particulièrement en France, mais qui ne résiste pas à l'analyse.

En dehors des ghettos urbains, les États-Unis ne sont pas un pays plus violent que le Canada. Et s'il fallait juger de la violence innée d'une population en fonction des massacres spectaculaires qui ont marqué son histoire récente, eh bien ! c'est le Québec qui remporterait la palme noire ! Les tirs du caporal Lortie au parlement, le massacre de Polytechnique, la tuerie de Concordia, qui dit mieux, pour une population de sept millions d'habitants ?

Arcand n'était pas assez anti-américain pour concurrencer *Elephant* sur ce plan. Sa critique de l'« empire » est trop voilée, et certainement trop équivoque, pour plaire à l'intelligentsia européenne.

■ ■ ■

Autre élément qui a nui aux *Invasions* : c'est un film conventionnel, avec une histoire plus ou moins linéaire et une cinématographie classique — ce que le critique des *Échos*, qui loue par ailleurs « la truculence et la tendresse féroce » des *Invasions*, a appelé « du cinéma de papa ».

*Libération* s'en prenait également à la « platitude » de la photographie et au découpage « à l'ancienne », bref au style « vieille école ».

Autant de mauvais points, aux yeux d'un jury traditionnellement porté à privilégier l'avant-garde, l'ellipse et l'expérimentation. (C'était le cas de *Dogville*... mais est-ce celui de *Elephant* ?)

Dernier handicap : les jurys cannois, dit-on, ne prennent jamais les films drôles. C'est évidemment se méprendre complètement sur le sens des « *Invasions* » que de le considérer comme un film comique. Ou alors, il faudrait oublier que le plus grand dramaturge français est un dénommé Molière, dont la critique sociale passait par le rire.

Le *Parisien* écumait de rage au lendemain de la remise des prix. « Si on avait voulu tuer le Festival de Cannes, on ne s'y serait pas pris autrement... le film d'Arcand a le tort d'être leste, épicurien, vivant, dans un Festival d'austérité et de sourcils froncés... Il y a dans cette affaire un côté taliban. »

Le *Parisien* y va trop fort, ce qui est un peu dans sa nature de journal populaire, mais il est assez vrai que les films qui font trop facilement rire et pleurer n'ont pas souvent la cote chez les élites. Rire, pleurer... ça fait peuple, comme dans « faire pleurer Margot ».

Mais consolons-nous. Ce film, qui est ce que le Québec a produit de mieux au cinéma, a une superbe carrière devant lui. Il a été acheté par une pléthore de distributeurs, et sera vu partout dans le monde. C'est mieux que de sombrer dans la confidentialité, chapeauté d'une Palme d'or...

## Médecins étrangers : attention !

FRANÇOIS-PIERRE GLADU  
L'auteur est médecin.

LES MÉDIAS ont approuvé en bloc l'idée du nouveau ministre de la Santé, Philippe Couillard, de recourir à davantage de médecins étrangers afin de pallier la pénurie ressentie des effectifs médicaux. Je m'y oppose.

Depuis plus d'une décennie, la population du Québec n'a pas accès aux soins de santé requis, tant au niveau de la prise en charge en médecine familiale (plus de 800 000 citoyens sont orphelins d'un médecin de famille) qu'à celui des soins spécialisés (listes d'attente indécentes pour les rendez-vous et les chirurgies électives).

Il faut bien comprendre que l'État lui-même a provoqué cette situation afin de rationner l'accès aux services médicaux à la population de manière à en contrôler les coûts. On se rappellera des mises à la retraite massives, de la diminution des admissions en médecine et de l'imposition de quotas aux médecins dans les années 90.

L'État n'a changé son fusil d'épaule que sept ans plus tard devant la marée montante de protestations et a consenti à réaugmenter le nombre d'admissions en médecine au début des années 2000. Or, cet accroissement des diplômés ne se fera sentir qu'en 2007 au plus tôt. Envers et contre tous, le gouvernement, lui, maintient toujours les quotas dans les services.

Nombreux sont les médecins qui n'oeuvrent auprès de leur clientèle que neuf mois sur douze. Plusieurs chirurgiens n'opèrent

que deux jours par semaine. Les médecins de nos aînés en hébergement et en réadaptation ne peuvent leur prodiguer des soins que 44 semaines sur 52. Selon plusieurs, de telles politiques myopes ne font que retarder la consultation médicale, avec comme conséquence l'aggravation du problème de santé initial et, ultimement, le traitement plus onéreux de celui-ci.

Les initiatives du ministre de la Santé quant à l'ouverture accrue des salaires d'opération et à l'établissement de cliniques dédiées aux chirurgies électives sont louables. Elles témoignent d'une volonté de faire travailler « à pleine capacité » les chirurgiens formés ici avant de songer à faire appel à des médecins d'outre-mer. Le ministre étant lui-même chirurgien, il comprend bien son milieu.

Il me semble qu'il serait pertinent d'appliquer la même logique à l'ensemble du réseau de la santé. L'abolition de tout le système de quotas est une mesure simple dont les retombées sur l'accès aux soins se feraient ressentir immédiatement. De coup, la pénurie artificielle de médecins serait atténuée

jusqu'à l'arrivée des cohortes plus nombreuses de diplômés en 2007. Les Québécois méritent d'être soignés par les médecins qu'ils ont contribué à former, médecins dont la compétence est reconnue internationalement et qui, par surcroît, demeurent les plus adaptés à l'environnement psychosocial et à la culture d'ici.

Les Québécois sont en droit de consulter des médecins dont l'aptitude à la pratique a été évaluée méthodiquement par le Collège des médecins.

L'idée de faciliter ou d'accélérer indûment l'examen des compétences en vue de l'obtention du permis de pratique du Collège des médecins pour les médecins étrangers ne doit être envisagée qu'en dernier recours. Les Québécois sont en droit de consulter des médecins dont l'aptitude à la pratique a été évaluée méthodiquement par le Collège des médecins.

Après des années de rationnement, la population ne sait plus comment faire pression sur les politiciens pour qu'ils leurs donnent les soins médicaux auxquels leurs impôts, les plus élevés en Amérique du Nord, selon M. Charest, leur donnent droit. Je propose l'abolition des quotas et l'utilisation de « à pleine capacité » des médecins. Reste à savoir si la santé des Québécois est véritablement la « priorité no 1 » du gouvernement libéral.

# LES INGÉNIEURS CANADIENS :



## AGENTS DU PROGRÈS ET DU MIEUX-ÊTRE

# Prix des ingénieurs du Canada 2003

Les Prix des ingénieurs du Canada reconnaissent l'excellence en génie, l'apport à la profession d'ingénieur et à la société canadienne, ainsi que les projets exceptionnels d'ingénierie et les étudiants remarquables en génie. Cette année, sept personnes et deux projets extraordinaires ont obtenu un prix.



### Médaille d'or

Jean-Guy Paquet, C.C., O. Q., ing.

... ce visionnaire du monde de l'éducation et des affaires contribue à donner au pays, depuis plus de 30 ans, le souffle de l'innovation technologique.

Président et chef de la direction,  
Institut national d'optique

### Médaille d'or des étudiant(e)s en génie

Ali-Ismail Shivji

... étudiant en génie dont l'inlassable travail bénévole a permis d'éclairer des villages éloignés au Népal et de renseigner les jeunes Africains sur le VIH/sida.

Étudiant de quatrième année en génie,  
université McGill



### Distinction pour réalisation exceptionnelle d'un(e) jeune ingénieur(e)

François Michaud, ing.

... professeur enthousiaste, chercheur remarquable aux travaux révolutionnaires en robotique, il croit ardemment que la robotique peut améliorer notre qualité de vie.

Professeur, Département de génie électrique et de génie informatique, Université de Sherbrooke



### Médaille de distinction pour la formation en génie

André Picard, ing.

... cet excellent professeur sait donner vie à l'acier et au béton précontraint et éveiller une soif de savoir chez ses étudiants.

Professeur, Génie civil,  
Université Laval

### Distinction pour services méritoires – Service professionnel

Walter Bilanski, P.Eng.

... depuis plus de 40 ans, il réalise des percées en éducation, en recherche et surtout, au sein de sa profession.

Professeur émérite, École de génie,  
Université de Guelph



### Distinction pour services méritoires – Service communautaire

Gilles Brière, ing.

... cet ingénieur à l'âme humanitaire a montré qu'il était grandement capable de résoudre des problèmes et de faire preuve de responsabilité professionnelle et de dévouement lors de circonstances où régnaient le chaos et le stress.

Gestionnaire principal de contrats,  
Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo



### Prix accordé pour le soutien aux femmes en génie

Peter Hiscocks, P.Eng.

... avec sa fervente croyance en la justice sociale, il déploie des efforts en vue d'inciter les femmes à embrasser la profession d'ingénieur.

Professeur, Département de génie électrique et de génie informatique, université Ryerson

### Prix national pour réalisation en génie



#### Conception et construction de la digue A154 de Diavik Mine de diamants de Diavik et Nishi-Khon/SNC-Lavalin

... le projet de l'imposante digue, respectueux de l'environnement, a permis d'extraire des diamants du fond d'un lac subarctique et a grandement élargi le champ de connaissances techniques de la profession d'ingénieur.

#### Réfection du pont Lions' Gate Buckland & Taylor Ltd., ingénieurs de ponts

... véritable tour de force du génie, on a remplacé pour la toute première fois le tablier complet d'un pont suspendu sans fermer le Lions' Gate à la circulation et rompre ce lien économique vital pour la ville de Vancouver.



Pour en connaître davantage sur ces ingénieurs exceptionnels, visitez le [www.ccpe.ca](http://www.ccpe.ca)



CONSEIL CANADIEN DES INGÉNIEURS  
CANADIAN COUNCIL OF PROFESSIONAL ENGINEERS



Association of Professional Engineers of Yukon



Association of Professional Engineers, Geologists and Geophysicists of the Northwest Territories



Association of Professional Engineers and Geoscientists of British Columbia



Association of Professional Engineers and Geoscientists of Alberta



A P E G S  
Association of Professional Engineers & Geoscientists of Saskatchewan



Association of Professional Engineers and Geoscientists of Manitoba



Professional Engineers Ontario



Ordre des ingénieurs du Québec



Association des ingénieurs et des géoscientifiques du Nouveau-Brunswick



Association of Professional Engineers of Prince Edward Island



Association of Professional Engineers of Nova Scotia



Association of Professional Engineers of Newfoundland